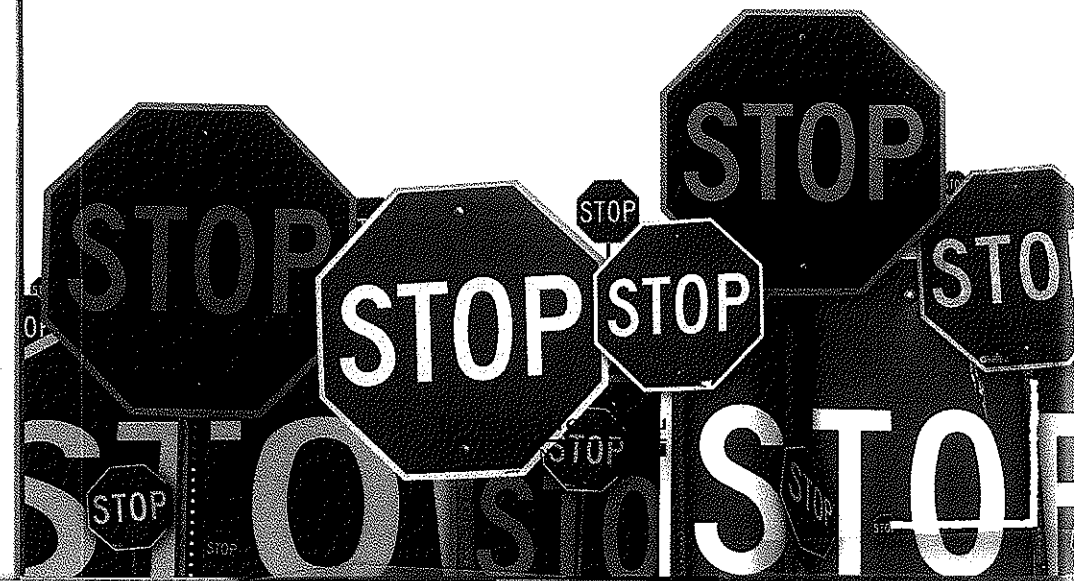


REÇUES
IDÉES

Marc Prieto
Assen Slim

CONSOMMER pour moins VIVRE mieux ?

idées reçues sur la **décroissance**



Consommer moins pour vivre mieux ?

idées reçues sur la décroissance

En hommage à Alain Monnin (AS)

Consommer moins pour vivre mieux ?

idées reçues sur la décroissance

Marc Prieto
Assen Slim

Issues de la tradition ou de l'air du temps, mêlant souvent vrai et faux, les idées reçues sont dans toutes les têtes. Les auteurs les prennent pour point de départ et apportent ici un éclairage distancié et approfondi sur ce que l'on sait ou croit savoir.

Le Cavalier Bleu
EDITIONS

Lo mucho se vuelve poco con sólo desear otro poco más.
[Beaucoup devient peu si l'on désire davantage.]

Attribuée à Francisco de Quevedo y Villegas (1580-1645)

Introduction9

Définition et fondements de la décroissance

- « La décroissance, c'est le contraire de la croissance. »15
- « La croissance est source de tous les maux. »23
- « La décroissance est un concept récent. »31
- « La décroissance, c'est du développement durable. »43

Décroissance et société

- « La décroissance implique d'arrêter de consommer. »59
- « La décroissance, c'est la fin du travail. »71
- « La décroissance, c'est le retour au malthusianisme. »81
- « La décroissance, c'est le retour à la bougie. »91

La décroissance en débat

- « La décroissance, c'est une idée de gauche. »101
- « Décroissants et économistes ne font pas bon ménage. » .107
- « La sortie du capitalisme est indispensable
à la décroissance. »119
- « La décroissance est une utopie, faute de scénario
de transition. »123

Conclusion135

Annexes

- Glossaire141
- Pour aller plus loin145

Marc Prieto

Docteur en sciences économiques, Marc Prieto est enseignant-chercheur en économie à l'École supérieure des sciences commerciales d'Angers (ESSCA). Au sein de la chaire « distribution et services automobiles » de l'ESSCA, ses travaux portent sur l'analyse économique des comportements de consommation automobile. Il est également chercheur associé au CARE-EA 2260 de l'université de Rouen au sein du groupe de recherche en économie.

Assen Slim

Docteur en sciences économiques, diplômé de l'université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), Assen Slim est maître de conférences en économie, directeur du master hautes études internationales (HEI) à l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO) et enseignant-chercheur à l'École supérieure des sciences commerciales d'Angers (ESSCA). Il mène ses recherches en économie internationale, européenne et du développement au CEMI (EHESS).

Des mêmes auteurs

- Beaumais O. et Prieto M., « Capacité prédictive des modèles de choix discrets et applications en marketing: le cas du Logit multinomial appliqué au choix de marques de produits », *Économies et Sociétés* n° 18, juin-juillet 2008, p. 1252-1275.
- Prieto M. et Slim A., « Évaluation des actifs environnementaux: quels prix pour quelles valeurs? », *Management & Avenir*, n° 28, 2009, p. 20-38.
- Slim A., *L'Économie*, Paris, Le Cavalier Bleu, coll. « Idées reçues », 2006.
- Slim A., *Le Développement durable*, Paris, Le Cavalier Bleu, coll. « Idées reçues », 2007 (1^{re} éd. 2004).
- Slim A., *Comment je suis devenu économiste*, Paris, Le Cavalier Bleu, coll. « Comment je suis devenu... », 2007.
- Slim A., « Le commerce intrabranche peut-il être mesuré? Le cas de la République tchèque et l'UE », *Économie appliquée*, ISMEA, LXII (2), 2009, p. 105-138.
- Slim A. et El Alaoui F., *Précis d'économie internationale*, Paris, Ellipses, coll. « Optimum », 2006.

Décroissance n. f.

Expression apparue dans les années 1960 qui rejette l'idéal de croissance. Reposant sur l'idée qu'il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini, le concept de décroissance se présente comme une critique radicale des modes d'organisation des sociétés contemporaines. Les aspects les plus négatifs en sont ainsi dénoncés: épuisement des ressources énergétiques, dégradation de l'environnement, aggravation des inégalités sociales, pillage des pays du Sud...

Actuellement en débat, la décroissance oblige finalement à réévaluer notre manière de travailler, de consommer, de partager. Elle implique de repenser complètement nos indicateurs économiques afin qu'ils incluent les coûts sociaux et environnementaux de nos modes de vie.

Le mouvement en faveur de la décroissance est aujourd'hui porté par une multitude d'acteurs capables de se fédérer en réseaux, en groupes de réflexion et en associations, publiant des livres et revues spécialisées, animant des sites Internet. Un parti pour la décroissance (le PPLD) a même été créé en 2007. Au sein de la population, de plus en plus de personnes se révèlent sensibles aux mots d'ordre de la décroissance et en particulier à celui de la « simplicité volontaire » (qui prône une sortie de la consommation de masse et des gaspillages

qui lui sont associés). Dans la pratique, l'inventivité est au rendez-vous et on ne compte plus les initiatives personnelles : compost domestique, réduction de l'usage de la voiture ou de l'avion, arrêt des achats dans la grande distribution, récupération systématique de l'eau de pluie, collecte des déchets et même redistribution des biens encore comestibles ou réutilisables, réduction de la consommation de viande, priorité au local, exil hors des grandes villes...

Derrière ces nouvelles pratiques, il y a des concepts que, d'ailleurs, peu de « praticiens » de la décroissance connaissent. Or ces concepts, au premier rang desquels on trouve l'entropie*, ne font pas l'unanimité, y compris chez les théoriciens de la décroissance, et ne sont pas exempts de biais.

* Les mots signalés par un astérisque renvoient au glossaire en fin d'ouvrage.

Certes, il y a une crise de l'énergie, mais à ce qu'il paraît, la vraie crise est la crise de la sagesse humaine.

Nicholas Georgescu-Roegen, *La Décroissance*, 3^e édition revue et augmentée, 2008

Octobre 2007. La France connaît un tournant. La majorité des organisations de protection de l'environnement se réunit autour de la problématique environnementale. La prise de conscience est nationale. Tous les candidats à l'élection présidentielle de 2007 ont signé le Pacte écologique initié par un animateur de télévision bien connu du grand public. L'espoir est perceptible, tous les défenseurs de l'environnement répondent présents à l'appel du Grenelle de l'environnement. Tous ? Non. Des irréductibles crient à la supercherie et dénoncent la démarche de « l'écotartuffe » Nicolas Hulot. Ils en appellent à des mesures radicales. Ces militants d'un genre nouveau font entendre leur voix depuis déjà quelques années mais dans le consensus qui semble s'établir, leur position étonne, intrigue, voire dérange. En critiquant vivement les mesures issues du Grenelle et plus largement du développement durable, ces militants écologistes très peu connus du grand public sèment le trouble ; et si le développement durable n'était qu'un leurre ? Et s'il était déjà trop tard pour changer la donne ? Ces militants estiment les préconisations issues du développement durable trop faibles pour inverser la tendance. Ils défendent un retournement de

situation plus profond, plus courageux et surtout indispensable à leurs yeux : la décroissance.

Mais que préconisent exactement ces militants qui réfutent l'approche écologiste dominante en passe de s'imposer enfin aux politiques ? Quelles valeurs et quel projet portent-ils ?

Face à des médias qui les présentent pour l'essentiel comme des marginaux refusant de céder au consumérisme et au gaspillage, les ressorts de ce mouvement sont finalement assez peu connus. Il faut bien dire que la virulence des propos de certains défenseurs de la décroissance n'ouvre pas nécessairement un espace de dialogue. Dans cette perspective, nombre de journalistes, d'analystes, de politiques ou d'intellectuels balaient d'un revers de main ces thèses décroissantes en les qualifiant souvent d'utopistes ou de réactionnaires.

C'est en partie pour lever le voile sur les fondements de ce mouvement assez mal connu mais intrigant que cet ouvrage a été conçu. L'objectif est de dépasser la présentation du « décroissant », souvent assez réductrice, et de permettre un exposé plus détaillé sur les ressorts de la décroissance. Que signifie la décroissance ? Quels problèmes cherche-t-elle à résoudre ? Quelles sont les solutions qu'elle propose, à court terme, à long terme ? À quoi ressemblerait une société décroissante ? Comment peut-on l'atteindre ? Existe-t-il d'autres modèles de société possibles ? Quelles sont les faiblesses de la pensée décroissante ? Autant d'interrogations qui ont sous-tendu la présente recherche et auxquelles les réponses les plus objectives possibles ont été apportées. L'exposé devrait donc permettre de pouvoir dépasser les préjugés et de mieux définir les contours d'un mouvement mal connu. Il ne s'agit pas ici de prendre position pour telle

ou telle approche, ni de vouloir convaincre du bien-fondé ou non du concept de décroissance, mais de tenter de faire le tri, derrière les débats souvent enflammés, entre les arguments relevant de l'idée reçue et ceux qui sont fondés. Parce que les questions environnementales sont et seront au cœur des défis du XXI^e siècle, l'exploration et la compréhension de toutes les pistes possibles permettant de les relever sont indispensables.

DÉFINITION ET
FONDEMENTS
DE LA
DÉCROISSANCE

« La décroissance, c'est le contraire de la croissance. »

*Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer
fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance
pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que
la recherche effrénée du profit par les détenteurs de capital.*

Serge Latouche, *Le Pari de la décroissance*, 2006

Si *Le Robert* définit la décroissance comme « l'état de ce qui décroît », le mouvement récent de la décroissance s'appuie plutôt sur un rejet de l'idéal de croissance. Les tenants de la décroissance, qu'on appelle « décroissants » ou encore « objecteurs de croissance », contestent l'idée d'une croissance économique infinie. Ce concept, dont on attribue la paternité à l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen dans les années 1960, connaît depuis le début des années 2000 un regain d'intérêt. La décroissance reposant sur une critique de la recherche de croissance macroéconomique érigée au rang de dogme, se trouve renforcée du fait de la prise de conscience internationale des dommages infligés par l'homme à la nature. Fondée sur la critique de la croissance, la décroissance ne constitue cependant pas le concept inverse de celui-ci. Trois raisons principales l'illustrent.

Tout d'abord, les fondements de la décroissance reposent sur les limites ou insuffisances de la croissance. La croissance macroéconomique renvoie aux indicateurs de richesse

nationale d'un pays ou groupe de pays. L'expression souvent relayée dans les médias de « relance de la croissance » signale donc la volonté d'accroître la quantité de richesses produite dans un pays sur une période donnée. Cette richesse est mesurée exclusivement par le produit intérieur brut (PIB) qui représente la somme des valeurs ajoutées par les agents économiques du pays en question. Le PIB comptabilise aussi bien les biens et services produits par les entreprises (voitures, électroménager, services à la personne, etc.) que les services fournis par les administrations publiques (services de santé, défense nationale, etc.). Cette relance se traduit donc essentiellement par une augmentation de la production de biens et services, qui implique un accroissement des débouchés, provenant lui-même d'un surcroît de consommation et/ou d'investissement. Dans cette perspective, considérer le bien-être des citoyens d'un pays par le seul indicateur du PIB interdit la prise en compte de nombre de « facteurs de bonheur » d'une société. L'absence de critères qualitatifs dans l'analyse du bien-être à travers le PIB ne permet pas de valoriser le cadre de vie (qualité de l'air, urbanisme, entretien des forêts, etc.), de prendre en compte l'état des relations sociales (conflits en société, insécurité, chômage, etc.) ou encore de comptabiliser des activités d'autoproduction (travail domestique, dons, entraide et solidarité, etc.). Les objecteurs de croissance tiennent ces limites pour preuves que l'analyse du bien-être des populations à travers le seul indicateur du PIB constitue une gageure. C'est pour cette raison qu'ils sont nombreux à penser, à l'instar de V. Cheynet, que « la décroissance, c'est d'abord la décroissance économique » (*Le Choc de la décroissance*, 2008, p. 59). P. Ariès chiffre même les économies en termes de ressources

représentées par une décroissance durable du PIB : une « décroissance de 2 % par an fait économiser 25 % en 29 ans et 50 % en 69 ans » (*La Décroissance, un nouveau projet politique*, 2007, p. 182).

Cependant, on peut objecter à ce raisonnement que le PIB est un indice qui intègre beaucoup de choses très différentes les unes des autres : s'y côtoient par exemple des valeurs ajoutées à forte, à moyenne et à faible ponction sur la nature, d'autres génératrices de liens sociaux et de lutte contre les inégalités correspondant précisément à ce que défendent les objecteurs de croissance, etc. « Croissance ou décroissance du PIB ne signifie donc pas grand-chose », admet S. Lavignotte dans *La décroissance est-elle souhaitable ?* (2010, p. 54). Ces arguments amènent finalement les partisans de la décroissance (en particulier P. Ariès, J.-C. Besson-Girard et S. Latouche) à nuancer leurs propos en acceptant l'idée que la décroissance peut se traduire par une baisse du PIB, mais pas nécessairement : la « décroissance n'est pas une croissance négative » (P. Ariès, *Décroissance ou barbarie*, 2005, p. 13 et 163). A. Caillé, figure du mouvement anti-utilitariste, s'étonne de cette ambiguïté : « Latouche ou d'autres champions de la décroissance admettent de plus en plus que, puisque tout est en définitive question d'état d'esprit, on pourrait avoir de la décroissance avec un taux de croissance de 3 ou 4 %. » (« Les ambiguïtés d'un discours », *Entropia*, n° 5, 2008, p. 62). J.-M. Harribey dénonce une « argumentation en trompe-l'œil qui n'assume pas sa propre logique de raisonnement : s'il faut diminuer certaines productions, ou toutes selon certains décroissancistes, il faut le dire et ne pas faire semblant d'utiliser le "mot-obus" de la

décroissance pour se défausser avant qu'il n'éclate » (« Toute critique radicale est-elle recyclable dans la décroissance ? », *Contretemps*, n° 18, 2007, p. 145).

Ensuite, le terme de décroissance se veut davantage un slogan politique qu'un concept économique. Ce terme ne s'applique pas à la notion du PIB. La décroissance du PIB n'est pas la finalité recherchée en soi. Le mouvement des décroissants s'apparente plutôt à un mouvement « d'a-croissants », c'est-à-dire un mouvement qui « n'adhère pas au dogme de la croissance ». « Être disciple de la décroissance » serait finalement comme « être disciple de l'athéisme » ; comme si croire aux vertus de la croissance économique s'apparentait à une religion. Comme l'indique S. Latouche, la décroissance consiste en « l'abandon d'une foi, d'une religion, celle de l'économie, de la croissance, du progrès, du développement » (*Le Pari de la décroissance*, 2006, p. 17). La décroissance n'est pas dotée d'une théorie comme peut l'être la croissance. La décroissance en tant que slogan politique amène à rechercher et à définir les contours d'un projet alternatif de celui fondé sur le dogme de la croissance. Elle prône la prise en compte dans les représentations économiques de l'environnement planétaire et constitue une critique acérée des théories économiques. L'incorporation de la biosphère comme un cadre d'analyse du fonctionnement des activités humaines est encouragée. Dans cette perspective, l'environnement est situé au-dessus de tout système marchand.

Enfin, au-delà du rejet de la croissance, les tenants de la décroissance s'appuient sur une critique du capitalisme. Ils prônent la rupture avec le capitalisme qu'ils rendent respon-

sable des impacts sur le capital naturel. La course effrénée des capitalistes au profit s'accompagne de besoins insatiables de consommation dont les conséquences sur l'environnement sont irréversibles. Cependant, la rupture avec le capitalisme ne repose pas uniquement sur la prise de conscience des dommages écologiques. Dès les années 1960, certains partisans de la décroissance comme I. Illitch remettent en cause l'accumulation capitaliste sur la base de l'échec du développement des pays du Sud et des désordres observés dans les pays du Nord. La rupture avec le capitalisme prend racine dans la remise en cause de la société de consommation et l'imaginaire de la science et du progrès. La décroissance implique le rejet de la croyance d'une science toute puissante capable de corriger les dysfonctionnements du capitalisme. La décroissance repose donc sur la critique de la technique et du développement renforcée par la crise écologique récente.

En rupture profonde avec la tendance dominante, la décroissance s'attaque à l'une des grandes croyances des sociétés contemporaines : les bienfaits de la croissance économique. La décroissance ne constitue pas l'antithèse de la croissance mais se présente comme une invitation à la construction d'une société alternative. En remettant en cause une des certitudes de l'extrême majorité des responsables politiques et économiques, la décroissance dérange, agace parfois, mais interpelle. La prise de conscience des conséquences néfastes des modes de vie occidentaux sur la nature donne un nouvel élan à ce mouvement très controversé. La remise en cause des préceptes issus de plus de 200 ans de travaux d'économie politique, associée à des formules chocs

telles que « totalitarisme économiciste, développementiste et progressiste » (S. Latouche), constitue une rupture radicale dans l'imaginaire de la consommation et une ouverture vers la recherche d'une nouvelle organisation de la société.

Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994)

On attribue à Nicholas Georgescu-Roegen la paternité du concept de décroissance. Né à Constanza (Roumanie), issu d'une famille modeste, il se passionne très tôt pour les mathématiques, entre en 1927 à l'Institut de statistique de l'université de Paris (ISUP) et obtient en 1930 un doctorat de mathématiques. Sa thèse, consacrée au *Problème de la recherche des composantes cycliques d'un phénomène*, est publiée dans le *Journal de la Société de statistique de Paris* (octobre 1930, p. 5-52).

Il s'inscrit ensuite au University College de Londres (1930-1932) où il suit notamment les cours d'économie de Karl Pearson et obtient une bourse de la fondation Rockefeller pour participer aux travaux du Harvard Economic Barometer. Arrivé à Harvard en 1934, il apprend que le projet auquel il devait participer n'existe plus. Il intègre alors l'équipe d'économistes de Joseph A. Schumpeter (1934-1936) et côtoie entre autres Edgar Hoover, Nicholas Kaldor, Oskar Lange, Wassily Leontief, Fritz Machlup, Paul Sweezy, Frank Taussig et Gerhard Tintner ! Les quatre articles publiés durant cette période d'effervescence intellectuelle consacrent l'entrée de N. Georgescu-Roegen dans la discipline économique.

De retour en Roumanie, membre du parti national paysan, il mène de front plusieurs activités. Parallèlement à ses fonctions d'enseignant de statistique à l'université de Bucarest (jusqu'en 1946), il s'implique dans les affaires publiques de son pays : conseiller économique au département des Finances (1938), directeur au ministère roumain du Commerce (1939-1944) et même secrétaire général de la commission roumaine d'armistice avec l'URSS (1944-1945). Après l'instauration définitive du régime communiste en Roumanie, il émigre avec sa famille aux États-Unis où il est accueilli par l'université de

Harvard. De 1949 à 1976, il est professeur de théorie économique à l'université Vanderbilt de Nashville (Tennessee). Il enseigne furtivement à l'Institut universitaire d'études du développement de Genève (1974), à l'université de Virginie-Occidentale (1976) et à la faculté de sciences économiques de Strasbourg (1977-1978). Les nombreuses conférences auxquelles il participe l'amènent à mettre un pied sur tous les continents. Il meurt à Nashville le 30 octobre 1994.

Ses travaux créent un lien original entre économie et environnement et nous invitent à revoir notre manière de concevoir le développement économique. À l'approche mécanique de l'économie, Nicholas Georgescu-Roegen propose de substituer une approche thermodynamique basée sur les lois de conservation (rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme) et d'entropie* (épuisement irréversible des ressources). Il ouvre ainsi la voie à la bioéconomie.

Une liste regroupant 90 publications de Nicholas Georgescu-Roegen est proposée par J. Grinevald et I. Rens dans (*La Décroissance*, 2008, p. 267-280).

« La croissance est source
de tous les maux. »

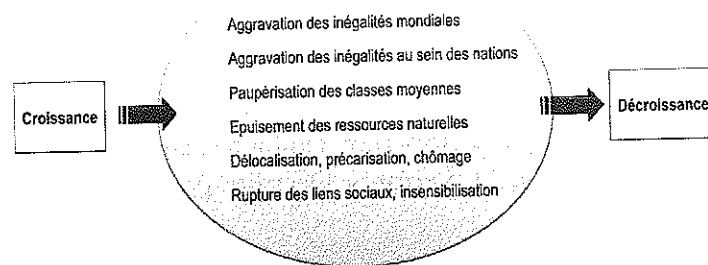
*Or, pour croître en permanence, il faut être hyper-compétitif,
ce qui conduit, fort logiquement, aux extrémités que nous
connaissons : accélération des rythmes, délocalisations, flexibilité,
chômage, précarisation, etc.*

Nicolas Ridoux, *Le Pari de la décroissance*, 2006

La décroissance est loin de se présenter comme un corpus unifié d'arguments, mais plutôt comme une pensée collective en pleine croissance et qui s'élabore au fil du temps. G. Rist, D. Laurenci et F. Flipo, ont chacun tenté d'en dégager les principaux courants (décroissants forcés, associatifs, de fait, anarchistes, politiques, objecteurs de croissance pragmatiques, utopistes, bioéconomistes, écologistes, culturalistes, etc.). Courants qu'il ne faut pas imaginer fermés, figés et uniformes tant les auteurs qui y sont rattachés gardent toute leur liberté personnelle. Ces approches, malgré leur diversité, partagent un dénominateur commun qui est une opposition ferme à la croissance, ou plus exactement « à l'indice de croissance, à la croissance démesurée, au productivisme à tous crins » (M.-D. Perrot, « Décroire pour décroître ? », 21 fév. 2009).

La croissance serait, en somme, la source de tous les maux du monde actuel. Dans *La Décroissance pour tous* (2006), l'ingénieur N. Ridoux en dresse une liste édifiante : aggravation des inégalités entre pays et au sein même de chacun

d'entre eux, paupérisation des classes moyennes là où elles existent, rupture des liens sociaux, insensibilisation de l'individu aux problèmes des autres (proches ou lointains), course à l'hyper-compétitivité avec « accélération des rythmes, délocalisations, flexibilité, chômage, précarisation, etc. ». C'est finalement l'accès au bonheur lui-même que la croissance semble avoir compromis en nous poussant à instrumentaliser toute relation, cherchant à la rendre systématiquement efficace, productive et marchande. Le « mur physique des écosystèmes » marque, quant à lui, la « limite au-delà de laquelle c'est la barbarie qui nous attend » (p. 35). Barbarie décrite par F. Partant dans *Cette crise qui n'en est pas une* (1994) : « Le présent n'est pas gai. (...) L'avenir est plus sombre encore. Tandis que dans le tiers-monde la faim progressera, nous verrons chez nous le chômage et la pauvreté s'étendre. » Pour éviter cet avenir sombre, une seule issue logique semble aller de soi : la décroissance.



La figure ci-dessus illustre l'évidence du raisonnement décroissant : la croissance étant pensée comme la cause pre-

mière de tous les maux, c'est donc par la décroissance que le salut viendra. Le changement envisagé s'apparente à une transition à partir d'un point de départ unique et connu (la croissance), vers un point d'arrivée unique et connu (la décroissance).

Toutefois, le raisonnement décroissant exposé ci-dessus pose deux problèmes. D'une part, il repose sur une vision étroite du concept de croissance et, d'autre part, les maux décrits ne sont pas uniquement liés à la croissance.

Les décroissants remettent légitimement en cause une croissance « démesurée », qui pousse au « productivisme à tous crins », « à la folle concurrence de tous contre tous » et à « une logique d'accumulation sans limite ». Or ce profil de croissance est lui-même inscrit plus largement dans un modèle de capitalisme de type libéral, caractérisé par la primauté donnée au marché, la recherche permanente de flexibilité, l'ouverture systématique aux échanges extérieurs et la préférence pour la propriété privée. Ce modèle de capitalisme n'est pas exclusif sur la planète et « coexiste », pour ainsi dire, avec d'autres modèles. M. Albert, dans *Capitalisme contre capitalisme* (1991) oppose ainsi un « capitalisme anglo-saxon » et un « capitalisme rhénan ». Dans le même esprit, P. A. Hall et D. W. Soskice distinguent les « économies de libre marché » et les « économies coordonnées de marché » (*Varieties of Capitalism: The institutional foundations of comparative advantage*, 2001). Tentant d'appréhender la diversité des combinaisons institutionnelles, B. Amable retient finalement une typologie élargie à cinq modèles de capitalisme : « libre de marché », « européen », « social-démocrate », « asiatique » et « méditerranéen » (*Les Cinq Capitalismes*,

2005). Chaque capitalisme est caractérisé par une combinaison particulière de critères (degré de concurrence, rapport salarial, place du secteur financier, importance de la protection sociale et du système éducatif). Ces études, malgré leur diversité, illustrent le fait que plusieurs modèles de capitalisme coexistent sur la planète aujourd'hui, chacun présentant un régime spécifique de croissance. En d'autres termes, la croissance présente des profils particuliers en fonction des modèles de capitalisme dans laquelle elle est appréhendée. Elle peut être mesurée ou démesurée, redistributive ou non, protectrice ou destructrice de l'emploi, génératrice ou non d'externalités environnementales négatives*, etc. Tout dépend finalement de la combinaison institutionnelle dans laquelle elle est enchâssée. L'économie est « un processus institutionnalisé » comme l'écrit K. Polanyi (dans *L'Économie comme processus institutionnalisé*, 1957, p. 244), c'est-à-dire qu'elle est toujours encadrée (ou englobée) dans des institutions économiques et non économiques.

Si la croissance peut avoir des qualités, les maux décrits par les décroissants ne sont pas uniquement issus de la seule croissance. Ils sont le résultat d'une multitude de causes : l'aggravation des inégalités peut trouver son origine dans un rapport salarial défavorable à certaines catégories de la population (femmes, jeunes, non diplômés, personnes handicapées, etc.) ; la paupérisation et la rupture des liens sociaux peuvent résulter d'un affaiblissement des systèmes redistributifs ; l'épuisement accéléré des ressources naturelles peut provenir du comportement opportuniste des agents en matière d'environnement. D'une manière générale, les maux décrits par les objecteurs de croissance sont davantage

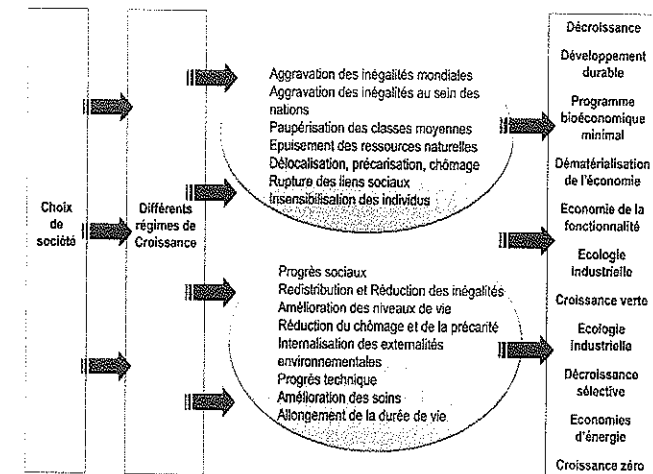
imputables à des choix politiques qu'à la croissance qui en découle. « La condition de la solidarité relève non pas de l'accroissement de la richesse mais clairement de choix de société », écrit V. Cheynet dans *Le Choc de la décroissance* (2008, p. 26). C'est finalement le choix des sociétés qui détermine le degré de solidarité de ces dernières, leur capacité à internaliser les externalités environnementales négatives, à freiner leurs ponctions sur la nature, etc. Les objecteurs de croissance ne s'opposent finalement pas à la croissance, mais à une organisation sociale particulière qui donne la primauté au marché sur l'État, à l'ouverture commerciale et à la propriété privée. De ce point de vue, leur approche est essentielle car elle permet de penser un autre monde, mais précisément, elle n'a pas l'exclusivité dans le domaine. D'autres courants critiques proposent également des issues alternatives à cette situation : courants altermondialistes, écologistes, institutionnalistes pour ne citer que ceux-là.

Il ressort des points précédents qu'il n'y a pas un mais des modèles de croissance, que certains d'entre eux ne sont pas sans qualités et que les maux décrits par les décroissants résultent (directement ou non) de choix de société. S'opposer à la croissance n'est finalement ni la seule, ni la plus pertinente des solutions pour corriger les effets négatifs du développement actuel. *A fortiori* dans un monde où la loi de l'entropie* (transformation irréversible de l'énergie et de la matière utilisables en énergie et matière inutilisables) décrite par N. Georgescu-Roegen aura de toute façon raison de toute organisation sociale sur Terre (y compris de la société de décroissance si elle venait à exister). Dans le laps de temps qui nous sépare de l'état de haute entropie finale

(épuisement total de la matière, dissipation de l'énergie) qui devrait annihiler toute forme de vie, il nous est donné « une certaine marge de liberté » (d'après l'expression de N. Georgescu-Roegen, *La Décroissance*, édition de 2008, p. 98) pour tenter de choisir le modèle de société le plus adapté à l'existence humaine sur cette planète. Parmi les alternatives qui s'offrent à nous, il y a la société de décroissance, le développement durable, le « programme bioéconomique minimal » proposé par N. Georgescu-Roegen (*op. cit.*, p. 139-149), qu'il s'agit de distinguer de la société de décroissance prônée par les objecteurs de croissance contemporains, la croissance verte (décroissance de l'empreinte écologique*), la dématérialisation de l'économie, l'économie de la fonctionnalité, l'écologie industrielle, la croissance zéro (ou « état stationnaire* »), la décroissance sélective.

Chacune de ces solutions présente des avantages et des inconvénients, aucune n'échappe à la loi de l'entropie, et toutes questionnent l'organisation sociale appropriée aux groupes humains et proposent des choix alternatifs de société. Le plus raisonnable serait de « faire feu de tout bois : réduire fortement les productions nuisibles, économiser l'énergie (c'est possible de diviser au moins par deux), en diversifier les sources, devenir plus sobre, travailler moins quand les besoins de base sont satisfaits, diffuser les techniques propres et économes dans les pays pauvres (d'où l'enjeu de la circulation des connaissances libres de tout brevet) » (J.-M. Harribey, *Politis*, n° 835, 20 janv. 2005). Rien, sinon l'aveuglement idéologique, n'interdit de piocher le meilleur dans chacune des voies alternatives en présence pour « sor-

tir du capitalisme productiviste par le haut » (*Ibid.*) et dessiner les contours d'une société en harmonie avec elle-même et avec la nature.



« La décroissance est un concept
récent. »

Il faut éteindre la démesure plus encore que l'incendie.

Héraclite d'Éphèse (v. 550-480 av. J.-C.),
in A. Jeannière, *Héraclite. Traduction et commentaire des
Fragments*, 1985

Utilisé pour la première fois en 1979 par J. Grinevald pour traduire le titre de l'ouvrage de N. Georgescu-Roegen intitulé *Demain la décroissance : entropie-écologie-économie*, le terme de décroissance connaît un essor à partir des années 2000 du fait de l'aggravation conjointe des inégalités de développement et de la situation environnementale. Peu de concepts ont fait florès si rapidement.

Désormais, la décroissance est portée par une multitude d'acteurs venant de champs disciplinaires variés (économie, sociologie, écologie, politique), n'hésitant pas à se fédérer en groupes de réflexion et en associations (Réseau des objecteurs de croissance pour l'après-développement, Institut pour la décroissance, la Ligne d'horizon), organisant des séminaires et colloques internationaux (le premier en France datant de 2002 à l'Unesco et intitulé « Défaire le développement, refaire le monde »), multipliant les « marches pour la décroissance » (de Lyon à Magny-Cours en juin 2005, en Charente-Maritime en août 2006, etc.), animant un foisonnement de sites Internet spécialisés (ladecroissance.org, decroissance.info) et publiant des revues (*The Ecologist*,

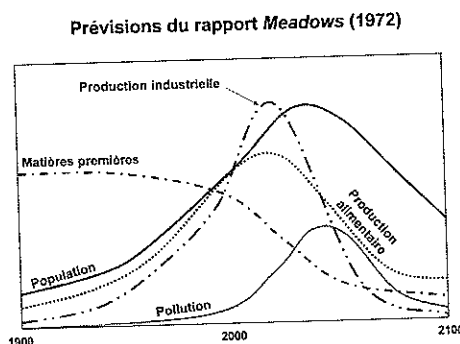
Silence, La Décroissance). En avril 2007, la décroissance est même entrée en politique avec la création du Parti pour la décroissance (PPLD). Enfin, la décroissance compte parmi ses rangs des adeptes engagés, praticiens de la « simplicité volontaire » qui, en s'imposant une frugalité et une sobriété à toute épreuve, cherchent à dénoncer la société de consommation et le gaspillage qui lui est associé. Fréquemment, les médias relatent les nouvelles pratiques de ces citoyens qui n'hésitent plus à faire leur compost eux-mêmes, récupérer l'eau de pluie, et, dans les cas les plus extrêmes à détruire leurs cartes bancaires, fouiller (par choix) les poubelles ou bien encore à aller habiter dans une yourte en pleine montagne. Pour autant, malgré son développement récent, la décroissance a des racines anciennes tant philosophiques, spirituelles, économiques que politiques.

Le refus de la « démesure » (*hybris*) chez les Grecs est déjà une invitation à la modération et à la sobriété. Pour ces derniers, le fait de désirer plus que ce que la juste mesure du destin nous a attribué est un crime, ou plus exactement une erreur, voire une folie (*hamartia*). C'est pour cette raison, par exemple, que les personnages des tragédies grecques voient s'abattre sur eux la destruction (*nemesis*) qui a pour effet de faire se rétracter l'individu à l'intérieur des limites qu'il n'aurait pas dû franchir. À l'*hybris* donc, mouvement d'expansion au-delà des limites attribuées, répond inmanquablement la *nemesis*, mouvement inverse de retour dans le champ des limites existantes.

On retrouve ces deux mouvements dans les travaux des classiques anglais qui sont les premiers à s'être inquiétés des

limites physiques de la croissance économique à la fin du XVIII^e et au début du XIX^e siècle. Dans ses *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817), D. Ricardo montre que les rendements décroissants dans l'agriculture sont à l'origine d'une réduction progressive des profits débouchant inéluctablement sur un blocage de la croissance (le fameux état stationnaire*). Cette situation est crainte par l'auteur qui préconise la réduction des taxes sur les hauts revenus et l'ouverture commerciale afin d'en retarder l'avènement. T. R. Malthus voit, pour sa part, dans l'arrêt de la croissance démographique la solution permettant d'échapper à l'état stationnaire. Il recommande dans son *Essai sur le principe de population* (1798) « le mariage tardif pour éviter une famille nombreuse et la chasteté jusqu'au mariage » ainsi que l'arrêt de l'aide aux pauvres afin de limiter l'expansion démographique de ces derniers.

J. S. Mill, pour qui également « l'accroissement des richesses n'est pas illimité » (*Principes d'économie politique*, 1848), est le premier à considérer l'arrêt de la croissance non pas comme une fatalité mais comme une opportunité heureuse : « Un nombre beaucoup plus grand qu'actuellement de gens exempts des labeurs les plus pénibles mais qui jouiraient de suffisamment de loisirs, à la fois physiques et intellectuels, libérés des détails mécaniques, pour leur permettre de cultiver librement les grâces de la vie afin qu'ils offrent des exemples de ces charmes aux classes moins fortunées et moins favorisées. » Cet auteur ouvre ainsi la voie à une nouvelle génération de penseurs se faisant les apôtres de l'arrêt de la croissance.



Source : d'après D. H. Meadows, D. L. Meadows, J. Randers, W. Behrens III, *Halte à la croissance*, Paris, Fayard, 1972.



Le rapport du MIT dit « Meadows », intitulé *The Limits to Growth* (traduit par *Halte à la croissance*) et remis au club de Rome* en 1972 s'inscrit dans la droite file des travaux de J. S. Mill. Les auteurs y soutiennent l'idée, à partir d'un modèle à cinq variables (population, production alimentaire, industrialisation, pollution et exploitation des ressources non renouvelables) que l'humanité court à sa perte à moins d'entamer sans tarder un arrêt des croissances démographique et économique : c'est la fameuse « croissance zéro ». Malgré les nombreuses critiques qui lui furent adressées (manque de données, absence de réflexions sur la répartition des fruits de la croissance, sous-estimation des évolutions technologiques), les conclusions de ce premier rapport sont réaffirmées par le rapport de 2003 du club de Rome (D. Meadows et alii., *Limits to growth – The 30-years update*, 2004). Ces travaux ont contribué à rompre définitivement avec la formule célèbre de J. B. Say selon laquelle :

« Les richesses naturelles sont inépuisables, car sans cela nous ne les obtiendrons pas gratuitement. Ne pouvant être multipliées ni épuisées, elles ne sont pas l'objet des sciences économiques » (*Cours complet d'économie politique pratique*, 1840). Aujourd'hui, justement, les économistes se révèlent très sensibles à cette problématique, à l'instar de D. Cohen, qui rappelle que « nous devons penser ce que serait un monde sans croissance » (*Le Monde*, 8 décembre 2009).

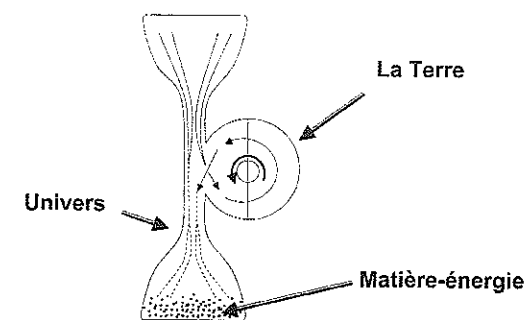
C'est finalement dans ce contexte que N. Georgescu-Roegen développe son concept de décroissance ou plutôt de « programme bioéconomique minimal ». L'auteur commence par distinguer les systèmes dits « ouverts » des systèmes « clos » ou « isolés » : « Un système est dit ouvert s'il peut échanger avec son environnement aussi bien de la matière que de l'énergie. » (*Op. cit.*, p. 175). Inversement, un système clos « n'échange ni énergie, ni matière avec l'extérieur » (p. 173). Les systèmes clos incluent deux sous-systèmes particuliers : ceux qui n'échangent « que de l'énergie avec leur environnement » et ceux qui n'échangent que de la matière, ce dernier sous-système étant impossible en pratique « car toute matière en mouvement charrie de l'énergie cinétique » (p. 187).

N. Georgescu-Roegen introduit alors la « loi de l'entropie* », concept inventé par R. Clausius en 1965 en référence au deuxième principe de thermodynamique découvert lui-même en 1824 par S. Carnot. La thermodynamique nous contraint, selon les propres termes de N. Georgescu-Roegen, « à prendre en considération l'irrévocable irréversibilité qui domine le monde physique au niveau macroscopique » (p. 173). L'exemple du sablier illustre parfaitement ce point : le sablier est un système isolé, la quantité de sable y demeure

donc constante (ce qui rend compte de la première loi de la thermodynamique). De même, le sable s'écoule toujours du haut vers le bas et ce faisant, il change de qualité puisqu'il passe de l'état d'*utilisable* à celui d'*inutilisable* tant que le sablier reste dans le même sens. Or si l'on transpose cette image à l'univers, alors force est d'admettre que « le sablier de l'univers ne peut jamais être retourné » (p. 174). Ce dernier point nous amène au cœur de la deuxième loi de la thermodynamique selon laquelle « dans un système isolé, la matière-énergie accessible se dégrade continuellement et irrévocablement en un état inutilisable » (p. 174). Si maintenant on admet que la Terre est un sous-système clos, alors l'entropie ne peut y tendre que vers un maximum. (voir ci-contre)

Toute action sur Terre, tout déplacement de matière, tout mouvement, voire tout processus de la nature contribue inexorablement à nous faire avancer vers l'état entropique final, pensé comme une sorte de soupe de particules de matière devenues désormais inutilisables : « Autour de nous, toute chose s'oxyde, se casse, se disperse, s'efface, etc. Il n'y a pas de structures matérielles immuables, parce que la matière tout comme l'énergie se dissipe continuellement et irrévocablement. » (p. 177). Cela l'amène à dénoncer le « mirage » de l'état stationnaire, car rien ne peut être stationnaire dans un monde dominé par la loi de l'entropie. Toutefois, bien que la matière-énergie soit limitée sur Terre, N. Georgescu-Roegen rappelle que « la loi de l'entropie est la seule loi naturelle dont la prédiction n'est pas quantitative. Elle ne spécifie pas de combien sera l'accroissement à tel moment à venir ou quelle configuration entropique

la Terre, un sous-système clos dans l'univers



La Terre (anneau circulaire du schéma) peut être pensée comme un sous-système clos dans la mesure où elle n'échange que de l'énergie avec le sablier univers. La quantité de matière sur Terre (représentée ici par la flèche circulaire en gras) demeure constante. On pourrait objecter que la Terre reçoit également des météorites depuis la nuit des temps, mais N. Georgescu-Roegen rappelle que même si la quantité apparaît substantielle (150 000 tonnes par an), il n'en demeure pas moins qu'elle est proportionnellement négligeable et constitue tout juste une poussière. « Les particules matérielles qui pourraient à l'occasion échapper à la force d'attraction sont encore moins importantes. » (*Op. cit.*, p. 187). Par ailleurs, la loi de l'entropie* s'applique pleinement sur Terre car, sinon, « nous, pourrions réutiliser l'énergie d'un morceau de charbon à volonté, en le transformant en chaleur, cette chaleur en travail, et ce travail à nouveau en chaleur. Les moteurs, les habitations et même les organismes vivants (si tant est qu'ils puissent alors exister) ne s'épuiseraient jamais non plus » (p. 99).

Source : N. Georgescu-Roegen, *La Décroissance : entropie-écologie-économie*, 3^e édition revue et augmentée, 2008, p. 176.

particulière surviendra. C'est pourquoi il existe dans le monde réel une indétermination entropique qui permet non seulement à la vie de se développer selon une infinité de formes, mais encore à la plupart des activités d'un organisme vivant de jouir d'une certaine marge de liberté » (p. 98).

Par la suite, l'approche bioéconomique initiée par N. Georgescu-Roegen cède le pas à une critique davantage économique et sociale du modèle de production capitaliste. S'engouffrent alors dans cette voie bon nombre de chercheurs de sensibilités et d'origines disciplinaires distinctes plaidant tous pour une décroissance urgente au nom de la survie de l'humanité. Toutefois, la décroissance ne se présente pas aujourd'hui comme une doctrine unifiée. Dans « Les Racines conceptuelles de la décroissance » (in *La Décroissance économique*, 2009), F. Flipo distingue finalement cinq tendances de la décroissance qui, sans être forcément concurrentes ni divergentes n'excluent pas « des tensions qui peuvent être assez fortes entre ses différentes tendances » (p. 27).

La première, dite « culturaliste », vient de l'anthropologie. Elle est portée principalement par S. Latouche et se situe à la jonction des pensées critiques de l'aliénation (Feuerbach, Marx, Engels) et de la société de consommation (Galbraith, Baudrillard, Lefebvre). L'*Homo œconomicus** y est perçu comme « contingent », c'est-à-dire que sa représentation du monde n'est pas indépendante d'un ensemble de valeurs dont il est porteur. Cette approche débouche sur une critique plus générale de la société dans son ensemble, prisonnière de

valeurs (consumérisme, productivisme) dont elle doit se libérer pour parvenir à identifier « ses désirs authentiques » (M. Postone, *Temps, travail et domination sociale*, 2009). M.-D. Perrot propose ainsi de « décroire », néologisme impliquant « un processus de dégrisement, de désintoxication, mais non pas de désenchantement. Décroire, ce n'est pas échapper au phénomène de croyance en général » (« Décroire pour décroître ? », 21 fév. 2009). « En décolonisant notre imaginaire » des valeurs prédéterminées qui s'y trouvent, la décroissance rendrait possible l'avènement d'un monde alternatif (S. Latouche, *Décoloniser l'imaginaire : la pensée créative contre l'économie de l'absurde*, 2003).

La deuxième tendance, portée entre autres par V. Cheynet, s'inscrit dans la filiation des critiques de la société « technicienne » (Ellul, Illich, Gortz). J. Ellul, par exemple, a consacré une partie importante de ses travaux à dénoncer les dangers d'une société technicienne qui asservit plus qu'elle ne libère. I. Illich n'a eu de cesse, pour sa part, de remettre en cause l'illusion de bien-être apportée par le « progrès technique » qui est finalement responsable d'une dégradation généralisée de nos modes de vie. Dans la même veine, A. Gorz tient la technique pour responsable de l'émergence d'inégalités et d'exclusions nouvelles pour la partie de la population qui en est tenue à l'écart, ce qui l'amène à conclure dans *Écologie et Politique* (1975) que la « richesse rend pauvre ». Dans cette filiation, V. Cheynet écrit que « la décroissance est certes vitale pour des raisons écologiques, mais c'est d'abord son caractère d'émancipation sociale et humaine qui la motive » (*Le Choc de la décroissance*, 2008).

La troisième tendance est d'origine environnementale. Partant du constat que le productivisme économique dégrade les écosystèmes, cette approche voit dans la décroissance le moyen le plus sûr de réduire l'influence de l'homme sur la nature. S'appuyant sur des notions comme l'empreinte écologique* et l'effet-rebond*, Y. Cochet présente la décroissance comme « géologiquement » inévitable (*Pétrole apocalypse*, 2005).

La quatrième tendance est celle de la recherche du sens de la vie. La simplicité volontaire est ainsi perçue comme le moyen le plus sûr de se libérer de l'« avoir toujours plus » et de laisser venir à soi l'équilibre intérieur, l'harmonie avec la nature et l'écoute des autres êtres humains (P. Rabhi, *Du Sahara aux Cévennes*, 2002). Dans cet esprit, N. Ridoux estime que « le développement humain ne passe jamais par l'abondance de biens matériels, mais bien par celle de biens relationnels ». (*La Décroissance pour tous*, 2006). L'un des mots d'ordre de la décroissance est ainsi « moins de biens, plus de liens » selon l'expression de P. Ariès (*Décroissance ou barbarie*, 2005).

La cinquième est issue de l'économie écologique. C'est celle qui est la plus directement liée à l'approche bioéconomique développée par N. Georgescu-Roegen. Portée notamment par H. Daly, elle prône le contrôle des naissances, l'arrêt de l'exploitation des ressources non renouvelables et l'utilisation raisonnée des ressources renouvelables (c'est-à-dire un taux d'exploitation inférieur au taux de renouvellement) dans l'espoir d'atteindre progressivement « le flux de matière et d'énergie le plus réduit possible » et finalement « l'équilibre

dynamique de l'économie à l'état stationnaire » qui correspond à un état optimal et stable de l'économie (H. Daly, *Steady-State Economics*, 1992).

On le voit, la décroissance tire sa substance de racines anciennes et multiples qui en font un « mot-obus » (selon l'expression de P. Ariès) capable de bousculer les lignes conceptuelles dominantes et de redynamiser par là même le débat public autour des notions de croissance et de développement. Même si ce concept n'est pas exempt d'incohérences et de limites, il serait injuste de ne pas lui reconnaître cette qualité.

« La décroissance, c'est du développement durable. »

*Il n'y a pas le moindre doute que le développement durable
est l'un des concepts les plus nuisibles.*

Nicholas Georgescu-Roegen,
correspondance avec John Berry en 1991,
cité par www.decroissance.org

Alors qu'il aurait pu être perçu positivement par les objecteurs de croissance, le développement durable focalise sur lui les critiques les plus dures de la part de ces derniers. Il lui est principalement reproché de ne pas remettre en cause la société de croissance en relativisant les contraintes imposées par la crise de l'environnement. « Avec le développement durable, on vend de la croissance en la faisant passer pour une protection de l'environnement », écrit, par exemple, M.-D. Perrot dans « Décroire pour décroître ? » (21 fév. 2009). Le développement durable apparaît ainsi aux yeux des défenseurs de la décroissance au mieux comme une « opération cosmétique » (Cheynet, 2008), un discours qui prescrit « qu'il faut ralentir le cours destructeur de l'économie mondialisée, sans remettre ce cours en question » (Perrot) et au pire comme un « constat d'échec » (Ridoux, 2006), une « chimère malfaisante » (Blamont, 2004), un « programme anthropophage et dévastateur » (Perrot, 2009), une « mythologie programmée » (Perrot, Rist, Sabelli, 1992), un « concept nuisible » (Georgescu-Roegen, 1991), un « mot poison » (Cheynet), voire un « oxymore » ou une « antinomie », c'est-

à-dire une juxtaposition de deux mots contradictoires (Latouche, 2003).

Force est de reconnaître que depuis son émergence avec le rapport Brundtland* (1987) et la conférence de Rio (1992), le développement durable a fait l'objet d'une récupération verbale par de nombreux milieux, notamment d'affaires et politique, qui n'ont en rien conduit à en clarifier les idées. Utilisé systématiquement comme un argument de vente, présenté souvent comme « la condition de survie de l'économie de marché » (L. Schweitzer, ancien PDG de Renault, 2004), le développement durable, légitimement, questionne. Dans « Le Développement durable, une chimère, une mystification ? » (2005), O. Godard reconnaît que cette notion subit « un triple processus d'affadissement, de réduction et de mystification » (p. 14). Le développement durable s'affadit parce qu'il tend à reléguer au second plan les considérations environnementales au profit de la préservation de l'activité et de l'emploi. En ce sens, il deviendrait le moyen de la continuation globale plus que celui de la réorientation. Le développement durable tend, par ailleurs, à être réduit à la question de la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE), alors que ses enjeux portent sur la société tout entière. Enfin, le développement durable est mystifié par la diffusion de la croyance que les problèmes sont sur le point d'être résolus alors qu'on n'en est qu'au début de leur identification. Cela amène O. Godard à conclure que « la première des priorités est de préserver le développement durable du mensonge » (p. 16). Ajoutons à ce constat déjà lourd que malgré quelques changements perceptibles dans les manières de faire de telle entreprise ou de telle collectivité locale, les

résultats du développement durable à l'échelle de la planète se font toujours attendre.

Pour autant, faut-il, comme le proposent les objecteurs de croissance, rejeter le développement durable et les idées qui le composent ? Oui, si le développement durable ne se réduisait qu'à la continuation du développement actuel sans rien y changer. Oui, si le diagnostic des problèmes qu'il dresse est erroné. Oui, enfin, si le projet de société qu'il dessine s'avérait utopique et déconnecté des réalités sociales et technologiques mondiales. Or, aucun de ces points n'est démontré à ce jour et les choses restent beaucoup plus ouvertes que ne le suggèrent les objecteurs de croissance, le développement durable apparaissant même, sur nombre de questions, compatible avec la décroissance.

En effet, à y regarder de plus près, développement durable et décroissance ne sont pas si opposés qu'ils y paraissent. Les valeurs défendues sont les mêmes, à savoir : tenir compte de la contrainte écologique globale, replacer le bien-être humain au cœur des réflexions, réduire les inégalités, réintroduire des qualités comme la solidarité, le don, la magnanimité, l'honneur... D'autre part, comme dans le cas des objecteurs de croissance, il existe des clivages internes à la constellation des conceptions relatives au développement durable : on oppose habituellement une vision « faible » à une vision « forte ». La première part de l'hypothèse que le progrès technique permet une substitutabilité continue entre facteurs de production (y compris les ressources naturelles). Dit plus simplement, les avancées technologiques facilitent le remplacement continu du travail et des ressources

naturelles détruites par des machines. Cette conception prend rétrospectivement appui sur les travaux de R. M. Solow et J. M. Hartwick, même si, pour ces derniers, le progrès technique n'était pas central. Pour ces auteurs, l'équité intergénérationnelle dans la satisfaction des besoins sera possible lorsque « la génération présente convertira des ressources épuisables en machines et vivra des flux courants provenant des machines et du travail ». Ainsi « aucun stock ou de machines ou de ressources épuisables ne sera jamais épuisé » (J. M. Hartwick, *The American Economic Review*, vol. 67, n° 5, déc. 1977). La seconde conception du développement durable, prenant rétrospectivement appui sur les travaux de H. Jonas (*Le Principe de responsabilité, une éthique pour la civilisation technologique*, 1979), rejette catégoriquement cette vision optimiste du progrès technique et subordonne les activités économiques aux contraintes naturelles. Cette vision « forte » du développement durable ne saurait être réduite à une politique d'accompagnement du capitalisme tant elle prône une transformation radicale du contenu de la production impliquant de repenser les normes de consommation, les choix énergétiques, les infrastructures, l'éducation, la recherche...

Les « petits soldats du développement durable » (selon l'expression péjorative utilisée par V. Cheynet dans *Le Choc de la décroissance*, 2008, p. 41) sont donc pluriels et il serait largement réducteur de considérer, comme le fait cet auteur, que tous acceptent « de se soumettre définitivement à la loi de la jungle pour préférer des stratégies d'accompagnement à la marge ». Beaucoup d'objecteurs de croissance se reconnaîtraient d'ailleurs très bien dans les analyses des tenants de la durabilité forte.

Enfin, le développement durable dispose d'avantages que n'a pas la décroissance pour s'imposer dans le débat public.

Il est d'abord inséré dans bon nombre d'instances politiques nationales et supranationales où il ouvre un espace de négociation non négligeable autour de notions essentielles partagées avec les tenants de la décroissance. Sa capacité à avoir pénétré notamment les milieux d'affaires, restés indifférents par le passé à ce type de considérations, devrait inciter les objecteurs de croissance, pour une raison tactique, à ne pas balayer d'un revers de main cette notion. Que les entreprises se soient saisies de ce concept pour l'utiliser à des fins marketing semble pourtant les gêner au plus au point. Mais comment aurait-il pu en être autrement ? Les entreprises, dont le rôle est de « maximiser le profit sous contraintes de ressources », ne pouvaient se laisser imprégner par le développement durable qu'en cherchant à en tirer avantage. Réduire, comme le font les objecteurs de croissance, le développement durable à ce seul aspect revient finalement à ne voir le processus en cours que par le petit bout de la lorgnette. Le développement durable est simultanément source de profits et de pressions nouvelles sur l'entreprise : pressions des marchés avec des consommateurs plus regardants sur l'histoire sociale et environnementale des produits, pressions d'une partie des investisseurs devenus « socialement responsables » (après avoir progressé de 10 % par an ces dix dernières années, l'investissement socialement responsable – ISR – atteint désormais plus de 5 000 milliards d'euros en 2010), pressions de la société civile dans son ensemble avec des ONG et autres associations n'hésitant plus à médiatiser les mauvaises pratiques comme les bonnes, pressions enfin

des États destinés à durcir tôt ou tard les régulations en matière environnementale et sociale.

Deuxièmement, le développement durable est une notion ouverte et œcuménique. Il est comme un creuset à idées, un livre ouvert dans lequel chaque sensibilité peut s'exprimer, y compris celle des décroissants. Il est œcuménique au sens où l'armature intellectuelle sur laquelle il repose aide à trouver des points de rencontre entre des pratiques jugées trop rapidement incompatibles entre elles : entre solidarité et compétition *via* le commerce équitable, entre éthique et placements financiers *via* l'ISR, entre durabilité des biens vendus et profits des entreprises *via* l'économie de la fonctionnalité, entre émission de déchets et réutilisation de ces derniers, *via* l'écologie industrielle, etc. Et même si tout n'est pas parfait ou tarde à se mettre en place, le développement durable a une qualité que ne possède pas la décroissance : la capacité de mettre en cohérence des expériences multiples et parfois non pensées les unes par rapport aux autres. Cela rend possible le dialogue et lui assure l'adhésion du plus grand nombre, ce que ne permet pas, à ce jour, la décroissance du fait même de la radicalité de son discours qui oppose plus qu'il n'incite au compromis, à la rencontre.

Troisièmement, le « développement durable » présente le grand avantage sémantique de ne pas créer de confusion entre « développement » et « croissance ». Alors que la croissance décrit un processus strictement quantitatif, « l'augmentation soutenue d'un indicateur de dimension ; pour la nation : le produit global brut ou net, en termes réels » (F. Perroux, *L'Économie du XX^e siècle*, 1991), le développement, quant à

lui, renvoie à l'émergence de qualités, « à des changements mentaux et sociaux d'une population » (F. Perroux), à « une réduction de la pauvreté et des inégalités » (G. M. Meier, *Leading Issues in Economic Development*, 1984), à « un mouvement vers le haut de tout le corps social » (G. Myrdal, *Asian drama*, 1968). Force est de constater que le développement capitaliste en marche depuis les révolutions industrielles n'a pas conduit à ce mouvement vers le haut à l'échelle de la planète. Rétrospectivement, il a même favorisé la domination occidentale sur le reste du monde. Mais précisément, ce constat est commun aux tenants de la décroissance et à ceux du développement durable. Sans nier cette histoire, faut-il pour autant conclure qu'il n'y a pas d'autre développement possible que celui dans lequel nous sommes ? Le développement est une notion anthropologique qui ne peut se réduire au seul développement actuel. Rien ne prouve qu'il ne soit pas possible de dissocier croissance et développement. Les tenants du développement durable proposent justement de reconsidérer la richesse sous d'autres aspects que sa seule dimension marchande. Les efforts pour définir de nouveaux indicateurs de richesse renvoient précisément à cette recherche de qualités : rapport de l'OCDE (2002), rapport dit Stiglitz (2009) pour ne citer que ceux-là. Rappelons que le PIB lui-même, systématiquement décrié par les objecteurs de croissance, comptabilise en plus des productions marchandes, les productions « non marchandes », issues des services publics et privés. Le développement durable pose ainsi les bases d'une autre voie de développement qui n'est ni la continuation d'un capitalisme destructeur de l'homme et de la nature ni un retour à une quelconque forme de socialisme réel tel que celui que connurent les pays d'Europe de l'Est au XX^e siècle.

Quatrièmement, le développement durable n'a pas moins de légitimité que la décroissance face à la loi de l'entropie* (épuisement progressif de la matière terrestre). Cette loi ne laisse aucun espoir d'infléchir le cours des choses, *a fortiori* dans un sous-système clos comme l'est la Terre (c'est-à-dire système n'échangeant que de l'énergie avec son environnement, la quantité de matière à l'intérieur du système restant constante) : « Aucun système économique ne peut survivre sans un apport continu d'énergie et de matière », écrit N. Georgescu-Roegen dans *Demain la décroissance : entropie-écologie-économie*, 1979 (édition de 2008, p. 182). La fin est inéluctable donc, mais il y a une incertitude quant à la survenue de cet état de dissipation totale de la matière. N. Georgescu-Roegen lui-même admet que ce n'est qu'« à long terme ou à l'échelle immense de la "machine du monde" que la dissipation de matière atteint des proportions sensibles » (p. 177). Ne peut-on pas alors considérer, à l'instar d'O. Godard, que « si l'impossibilité identifiée ne devait se manifester que dans 20 000 ans, serait-ce bien utile aux générations présentes, qui ont à penser et déterminer aujourd'hui leur action, de savoir qu'asymptotiquement l'idée de croissance devra être amendée dans plusieurs millénaires » (*op. cit.* p. 20) ? Bien entendu, le terme « développement durable » est probablement mal choisi car rien ne saurait être durable sur Terre. Il en va d'ailleurs de même pour le terme « décroissance », car une décroissance sans fin n'a pas plus de sens : « L'erreur cruciale consiste à ne pas voir que non seulement la croissance, mais même un état de croissance zéro, voire un état décroissant qui ne tendrait pas à l'annihilation, ne saurait durer éternellement dans un environnement fini. » (N. Georgescu-Roegen, *op. cit.*, p. 126).

En mettant la priorité sur les énergies renouvelables, en tentant de réintroduire une éthique dans le capitalisme, en essayant de responsabiliser les consommateurs sur les conséquences environnementales et sociales de leur frénésie d'achats, en poussant à l'émergence de mesures réglementaires « quantitatives » encadrant la folie du marché, le développement durable tel qu'il est pensé aujourd'hui par les tenants d'une durabilité forte, bien qu'il ne puisse empêcher l'avènement inévitable de l'état de haute entropie finale, se rapproche sur bien des points du « programme bioéconomique minimal » décrit par N. Georgescu-Roegen (p. 139-149). Il peut même être pensé en soi comme une étape, un cheminement vers une société de décroissance à venir.

Cinquièmement, le développement durable ne néglige pas la dimension territoriale du développement mais, contrairement aux objecteurs de décroissance, il ne prône pas un règne sans partage du local. Au contraire, le développement durable cherche à « satisfaire les besoins locaux sans compromettre la capacité des unités territoriales de rang supérieur à assurer leur propre viabilité » (rapport Brundtland*, 1987). Si l'on prend l'exemple du développement urbain durable, situé à la croisée d'acteurs aux visions très différentes (élus, associations, groupes d'habitants), il ressort de la pratique qu'il n'y a pas un modèle unique (ville compacte, étalée, polycentrée, etc.), mais bien une multitude d'initiatives locales opérant à des échelles très variables. « On sait ce qu'on ne doit pas faire, mais on ne sait pas ce qu'il faudrait faire », résume la géographe C. Emelianoff (« Pour une ville durable », in *Mouvement* n° 41, 2005, p. 59). La difficulté consiste alors à articuler des espaces différenciés et pas tou-

jours cohérents entre eux. Le développement durable opère ainsi, incitant à substituer une myriade de petites tentatives à l'idée d'un modèle reproductible par tous. En ce sens, les réflexions des objecteurs de croissance en matière de relocalisation, bien qu'étant dignes d'intérêt, sont loin d'apporter des solutions exclusives au problème du développement local.

Enfin, le développement durable admet l'idée d'une décroissance « sélective » et non pas « absolue » telle qu'impliquée par la sortie de la société de croissance prônée par les objecteurs de croissance. L'association ATTAC, par exemple, dans *Le développement a-t-il un avenir ?* (2004) défend l'idée largement admise par les tenants d'une durabilité forte que toutes les croissances ne sont pas bonnes à prendre et qu'une décroissance des productions les plus nuisibles et dévastatrices pour la planète (agriculture intensive, armement, publicité, production chimique, industrie de l'emballage, industrie automobile, etc.) s'impose de soi. Mais la décroissance ne doit pas porter sur les productions répondant à des besoins sociaux et sur les productions des pays les plus pauvres. J. Gadrey fait d'ailleurs le constat statistique d'une « corrélation positive » entre l'augmentation du PIB par habitant et les qualités de la vie (bonne santé, éducation poussée, inégalités plus faibles, cohésion sociale plus forte, violences et délits moins fréquents, démocratie plus forte, pression écologique plus faible), mais jusqu'à un certain seuil de PIB par habitant seulement (estimé à 18 000 dollars par l'auteur). Au-delà de ce seuil, la corrélation diminue (voir figure page ci-contre). Ce constat fait écho au « paradoxe du bonheur » pointé par R. A. Easterlin (1974), relatif au rapport non

PIB par habitant et espérance de vie en 2005
(174 pays)

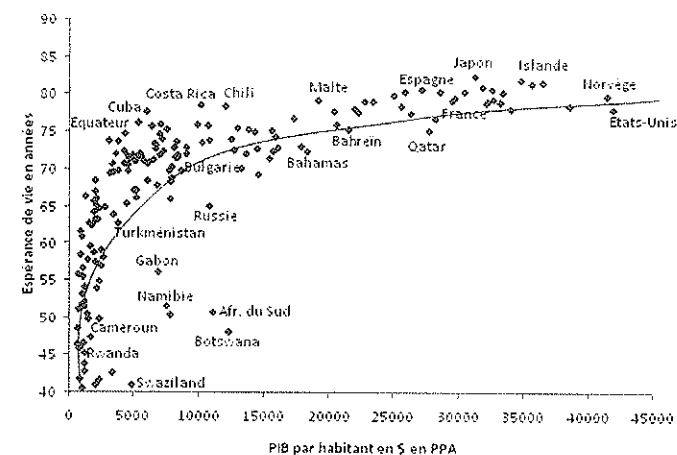


Figure réalisée à partir des données du PNUD, Human Report 2007/2008, p. 229-232.

PIB et espérance de vie sont liés jusqu'à un certain seuil au-delà duquel la corrélation positive diminue. Sur les 36 pays au-dessus du seuil de 18 000 \$, on constate un écart de six ans. Certains pays qui sont cinq ou six fois moins riches que les États-Unis (41 890 \$) ont la même espérance de vie moyenne, autour de 78 ans, comme par exemple Cuba (6 000 \$), voire une espérance de vie plus longue, comme le Costa Rica (10 180 \$, 79 ans). Le graphique indique que l'accroissement marginal du PIB par habitant a un impact de plus en plus faible sur l'espérance de vie des populations. Au-delà d'un certain niveau de PIB par habitant, les accroissements supplémentaires de richesse ne sont pas générateurs d'amélioration des qualités de vie.

linéaire entre croissance économique (PIB) et le bonheur. Autrement dit, davantage de croissance macro-économique n'est pas toujours synonyme d'accroissement du bien-être des populations.

En définitive, le développement durable ne peut se réduire à une simple « opération de récupération de l'écologie par le capitalisme » (V. Cheynet, *op. cit.* p. 68). C'est au contraire une véritable matrice d'alternatives possibles au capitalisme dans sa forme actuelle. La confusion qui règne autour de lui est liée à sa nature même. Qu'un concept soit soumis à un processus régulier de réexamen et d'enrichissement est légitime, mais qu'il soit rejeté catégoriquement sous prétexte que certains de ceux qui s'en sont emparés en ont dénaturé et mystifié le sens est une erreur malheureusement commise par une majorité d'auteurs en faveur de la décroissance. Et pourtant, le développement durable et la décroissance partagent la même volonté commune d'en finir avec l'illusion d'une société d'opulence, la même prise de conscience que le monde est fini. Tous deux recherchent les voies qui permettraient à l'humanité de rester humaine dans le laps de temps qui lui reste à vivre : basculement nécessairement radical dans une société de décroissance pour les objecteurs de croissance, transition progressive à partir des rapports de force existants pour les tenants du développement durable.

Vers une réforme des indicateurs de richesse

Plus que jamais, le niveau du PIB et sa croissance restent les principaux symboles de la réussite ou de l'échec. Cependant, l'augmentation du PIB n'implique ni une amélioration qualitative du contenu de ce dernier ni un meilleur partage de la valeur ajoutée*. En d'autres termes, le PIB ne peut en aucun cas être confondu avec un quelconque indicateur de *bien-être*. Il n'est donc pas étonnant que dès les années 1970, des critiques aient été formulées à son encontre, donnant naissance à un foisonnement d'indicateurs alternatifs : indice de bien-être économique (IBEE), de bien-être durable (IBED), de richesse, de développement humain (IDH), de progrès véritable (IPV), de qualité de vie, d'empreinte écologique*, etc.

Le 14 septembre 2009, cette réflexion a pris une ampleur nouvelle avec la remise au président de la République française du rapport de la *Commission pour la mesure des performances économiques et du progrès social* (rapport disponible sur www.stiglitz-sen-fitoussi.fr). La totalité des travaux de cette prestigieuse commission (composée de 22 membres dont pas moins de cinq « prix Nobel d'économie ») a été publiée dans deux volumes (790 pages au total) intitulés *Richesse des nations et bien-être des individus* (2009) et *Vers de nouveaux systèmes de mesure* (2009). On trouve, dans ces volumes, un recensement très complet de la littérature consacrée au PIB et à ses insuffisances, un inventaire des facteurs qui déterminent la « qualité de la vie » (tant du point de vue individuel que collectif), une réflexion sur la notion de « soutenabilité », une analyse critique des indicateurs alternatifs (PIB vert, IDH, IBEE, empreinte écologique, etc.), un choix en faveur de l'indicateur d'« épargne nette ajustée » (ENA) de la Banque mondiale, et des propositions d'amélioration de la mesure du bien-être.

Il ressort tout d'abord que la notion de *richesse* doit être élargie pour inclure nombre d'activités non comptées actuellement dans le PIB (loisirs, temps libre, lait maternel...). Les auteurs s'attachent ensuite à faire la somme des facteurs ayant « une incidence positive sur le bien-être réel comme sur la perception de celui-ci » (vol. 2, p. 213), ce qui les amène à les considérer comme des formes de capital : capital humain, capital physique, capital naturel, capital social. Procéder

ainsi permet l'agrégation de ces facteurs hétérogènes en une seule unité et la production d'un nouvel indicateur synthétique de mesure du bien-être.

Salués quasi unanimement, les travaux de la commission n'ont pas échappé aux critiques. Il leur a notamment été reproché, à l'instar de J.-M. Harribey (*Lignes d'Attac*, n° 80, 2010), de ne pas s'être affranchis du cadre théorique de l'économie orthodoxe. Autrement dit, les préconisations des auteurs, notamment en matière de prise en compte de nouveaux facteurs de richesse, répondent à une logique marchande qui pose problème. Comme l'indiquent les auteurs du rapport eux-mêmes, l'approche utilisée repose sur la perfection des marchés absente dans la réalité (vol. 1, p. 46). Au-delà des critiques relatives aux méthodes employées, le rapport s'inscrit dans une logique de mesure de l'accumulation capitaliste. En particulier, il lui est reproché d'avoir adopté une démarche qui ramène tout au capital. En ce sens, l'indicateur privilégié par la commission (l'ENA, correspondant au stock d'épargne brute nationale duquel on soustrait la dépréciation du capital technique et celle du capital dit naturel et auquel on ajoute les investissements nets en formation) n'apporte guère plus d'informations nouvelles que les traditionnelles mesures d'épargne et d'investissement dans la comptabilité nationale. Par ailleurs, l'hypothèse de substituabilité entre les différentes formes de capital débouche sur une version faible de la soutenabilité : « Ainsi, des niveaux élevés de consommation de ressources naturelles pourraient se révéler durables, si le progrès technologique était suffisamment rapide. » (Vol. 1, p. 128).

Malgré les insuffisances de l'indicateur du PIB et la volonté d'intégrer davantage de critères de bien-être, le PIB demeure une référence en matière de mesure de ce qui est au cœur du capitalisme, à savoir l'accumulation du capital. Finalement, si le référentiel capitaliste demeure, l'inclusion de facteurs non marchands dans l'évaluation de la richesse nationale ne peut qu'aller dans le sens d'une meilleure mesure du bien-être.

DÉCROISSANCE ET SOCIÉTÉ

« La décroissance implique d'arrêter
de consommer. »

*Mais si tu désires toujours ce que tu n'as pas, tu méprises ce
que tu as, ta vie s'est donc écoulée sans plénitude et sans charme.*

Lucrèce (v. 98-54 av. J.-C.), *De la nature des choses*, livre III,
« l'âme n'est pas immortelle » (édition de 1964, p. 107-114)

La consommation représente l'un des facteurs principaux de la croissance macroéconomique. Parce qu'elle constitue une composante majeure de dépense et d'entraînement des économies, elle est l'objet de toutes les attentions des responsables politiques. Favoriser la consommation est synonyme d'accroissement des richesses et assimilé à une amélioration du bien-être. Le mouvement de la décroissance s'oppose à cette idée communément admise. Les objecteurs de croissance dénoncent une société fondée sur l'excès de richesses matérielles qu'ils considèrent comme un fléau social et humain. Leur rejet de la société de consommation de masse est conçu comme le fer de lance de leur critique plus générale du capitalisme. Mais critiquer la société de consommation implique-t-il, selon eux, de renoncer à toute forme de consommation ? Si la critique de la consommation n'est pas nouvelle, ses fondements sont multiples. Les objecteurs de croissance défendent la thèse de la « simplicité volontaire », à laquelle ils adossent une réorganisation des échanges favorisant l'autoproduction et une redéfinition de l'usage des biens.

La période des Trente Glorieuses s'accompagne de l'avènement de la société de consommation de masse qui conduit à une forte croissance de la production industrielle et agricole. Cette période met en lumière les nombreuses facettes de la consommation et notamment l'idée que consommer ne résulte pas uniquement de la recherche de satisfaction des besoins primaires. La démocratisation de la consommation en révèle les dimensions culturelle, sociale et symbolique donnant lieu à de nombreuses critiques. Le produit de consommation qui représente le mieux cette société est sans nul doute l'automobile. Ce produit a en effet symbolisé la soif de consommation, l'ascension sociale et surtout la liberté individuelle. Avec l'automobile, la consommation se dévoile à travers le dépassement de la seule satisfaction d'un besoin de mobilité : affichage d'un statut social et économique, séduction, liberté, puissance, etc. La voiture n'est pas considérée comme un produit de consommation comme les autres. Ainsi, R. Barthes voit en l'automobile « l'équivalent assez exact des grandes cathédrales gothiques », « une grande création d'époque, conçue passionnément par des artistes inconnus, consommée dans son image sinon dans son usage par un peuple entier, qui s'approprie en elle un objet parfaitement magique » (*Mythologies*, 1957). La détention d'une voiture mais surtout le modèle de voiture sont considérés comme le moyen de se différencier, d'affirmer l'appartenance de son propriétaire à une classe sociale ou à un groupe donné. L'automobile illustre la composante ostentatoire de la consommation dans la lignée des travaux de l'économiste sociologue T. Veblen (*La Théorie de la classe de loisir*, 1899). La charge symbolique des voitures est très forte. Comme l'indique M. Chevallier en 2009, les constructeurs l'ont bien

compris et n'ont de cesse de l'entretenir comme en témoignent leurs slogans : « Autoemoción » pour Seat, « Changeons de vie, changeons l'automobile » pour Renault, ou encore « Motion & Emotion » pour Peugeot. Mais au-delà de ses attributs symboliques et sociaux, l'automobile accompagne l'avènement de la société de consommation en contribuant au réaménagement des territoires et des modes de vie. Le succès des hypermarchés situés à la périphérie des villes a été rendu possible par la démocratisation de l'automobile au détriment des commerces de proximité.

Face à l'avènement de la consommation de masse, des voix s'élèvent pour dénoncer les méfaits du « tout voiture » et au-delà, la thèse selon laquelle la consommation est source de bonheur. Ainsi, aux États-Unis en 1976, l'économiste T. Scitovsky pointe le désenchantement des consommateurs américains dans la société de consommation et montre que le confort n'est pas toujours synonyme de plaisir : « Un confort intermittent et incomplet engendre un certain plaisir alors que, total et permanent, il est incompatible avec le plaisir quel qu'il soit. » (*The Joyless Economy*, 1976). Consommer des biens matériels ne serait donc pas toujours synonyme de bonheur. Si les critiques de la consommation sont nombreuses et aboutissent à des revendications autour du « mieux consommer », il s'agit très souvent de remettre en cause l'ordre établi. Ces critiques ont connu un certain ralentissement dans les années 1970 suite aux chocs pétroliers et à l'apparition du chômage de masse dans les pays développés. Les politiques économiques de relance par la demande font alors de la consommation un outil de retour au plein-emploi et par conséquent au « bien-

être ». Ce n'est qu'avec le retour de la contrainte écologique à travers la question de l'épuisement des ressources naturelles et de la menace du changement climatique que les critiques de la consommation vont connaître un regain d'intérêt (P. Frémeaux, *Alternatives économiques* n° 283, 2009). La question du « comment vivre mieux tout en produisant et en consommant soutenable » rend difficile la formulation de réponse unanime. Dans ce contexte, P. Frémeaux indique : « La galaxie de la critique de la consommation demeure multiforme. » Mais alors quel mode de vie et quel comportement de consommation suggèrent les objecteurs de croissance ? Devons-nous renoncer à toute forme de consommation ?

Les tenants de la décroissance militent pour ce qu'ils appellent « la simplicité volontaire » parce qu'une société d'abondance n'apporte pas le bonheur espéré. Au contraire, compte tenu des impacts néfastes sur l'environnement, cette société aboutit à la catastrophe. Cependant, comme l'indique P. Frémeaux (*ibid.*), cette préconisation n'est pas nouvelle, comme en témoigne la volonté de faire de pauvreté vertu par l'Église catholique. Il est possible toutefois d'opérer une distinction car, dans le cas des objecteurs de croissance, la « simplicité volontaire » ne se résume pas au rejet du superflu pour des raisons morales, éthiques ou religieuses. L'approche par la « simplicité volontaire » vise à réduire les consommations jugées superflues tout en maintenant celles qui paraissent souhaitables car nécessaires. La décroissance, en tant que projet politique, représente donc une invitation à repenser les modes de consommation. Mais cette volonté de réduction de la consommation s'inscrit dans une perspective particulière. Ainsi V. Cheynet, l'un des partisans et

défenseur du mouvement, indique en 2008 dans un ouvrage intitulé *Le Choc de la décroissance* (p. 105) : « La décroissance consiste à mener, parallèlement à la lutte contre la misère, un combat contre la richesse matérielle qui s'inscrit lui-même dans la volonté de décroissance des inégalités et aussi la lutte contre les modes de vie ravageurs pour l'environnement. » La modération de la consommation s'inscrit donc dans une perspective de réduction des inégalités sociales et économiques associée à la lutte contre les dégradations de l'environnement.

Améliorer le bien-être des citoyens par la modération de la consommation ne peut alors apparaître qu'utopique dans une société où la consommation dépasse la simple satisfaction de besoins. Comme nous l'avons indiqué, elle est aujourd'hui un phénomène social et culturel. Prôner la simplicité volontaire revient à changer radicalement les modes de vie. L'adhésion à ce virage à 180 degrés ne peut avoir lieu sans que la consommation ne soit considérée comme une forme d'aliénation, une « arme de destruction sociale ». La simplicité volontaire consiste donc à choisir la sobriété contre une consommation jugée aliénante, destructrice socialement et écologiquement. Dans cette perspective, les objecteurs de croissance préconisent de se débarrasser de la voiture, du téléphone, ou de ne plus faire de courses au supermarché. Est-il utile de préciser, comme l'indique S. Latouche, que ce choix peut être qualifié d'héroïque dans l'ambiance consumériste dominante ?

Ensuite, il doit être associé à la sobriété volontaire la logique d'autoproduction et d'échange. Les tenants de la décroissance

encouragent la production individuelle de services pour soi-même. Ainsi, la production issue d'un potager cultivé par chaque citoyen représente une source non négligeable d'affranchissement de la société de consommation. Cette production en propre autorise des échanges entre individus ce qui contribue à se dégager du système traditionnel de distribution et de consommation. Cette stratégie est d'ailleurs d'autant plus utile qu'elle permettrait de s'affranchir des dérives consuméristes et en particulier de la publicité. Le mouvement de décroissance s'inscrit dans la lignée des mouvements de critique de la publicité qui dénoncent l'agression perpétuelle qu'elle représente. Le journal *La Décroissance* est d'ailleurs publié par le mouvement Casseurs de pub. La publicité est critiquée pour l'invasion de l'espace public et de la vie courante (panneaux publicitaires, médias, Internet, etc.), mais surtout pour son influence sur le comportement des citoyens. Cette stratégie peut également permettre de réorienter les habitudes alimentaires, par exemple en consommant moins de viande et plus de légumes. Dans un article de M. Balestrat, publié en 2004 dans la revue *La Décroissance*, la recherche de la diminution de la consommation de viande est encouragée. Cette thèse se justifie, selon elle, par les différences de dépenses d'énergie nécessaire pour produire une calorie d'origine végétale et une d'origine animale. Autrement dit, il est beaucoup moins coûteux du point de vue énergétique de produire des légumes que de la viande.

Enfin, les décroissants militent pour l'introduction de la gratuité dans nos sociétés. Selon P. Ariès (« Gratuité de l'usage, renchérissement du mésusage », *Ecorev*, 2007, p. 34),

« le capitalisme s'est fondé sur le respect de la propriété privée. (...) L'hyper capitalisme est fondé sur le refus de toute gratuité » (P. Ariès, 2007, p. 34). Ariès considère que le capitalisme a récemment franchi une étape qui impose de développer une politique de la « gratuité zéro ». Comme l'indique le philosophe J.-L. Sagot-Duvaurox, « cette politique de la gratuité est un moyen de redéfinir la frontière de l'empire marchand c'est-à-dire un instrument de conquête de l'être sur l'avoir » (*De la gratuité*, 2006). Selon eux, promouvoir la gratuité serait donc le moyen d'endiguer la dérive de la notion de bien-être vers la notion de « bien-avoir ». L'introduction de la gratuité passe alors par le retour à la notion d'*usager*, préférée à celle de *consommateur*. L'idée est que le capitalisme a fait émerger le consommateur en cassant les anciens modes de vie. Le retour à la notion d'*usager* doit permettre de mener une réflexion de fond sur la nécessité même de l'usage, de sa connaissance et de ses conséquences. À quoi cela peut-il bien correspondre ? Nous pouvons interpréter la proposition de P. Ariès comme une invitation à dépasser notre statut actuel de consommateur pour celui d'« alter-consommateur ». Ce consommateur d'un genre nouveau, « l'usager », dispose d'une capacité de réflexion sur la nécessité de son acte, sur les conséquences collectives de son action et bien évidemment sur la possibilité de définir de bons et de mauvais usages. Ainsi P. Ariès écrit : « Il s'agit donc bien de réinventer un autre mangeur derrière le consommateur de produits alimentaires, de réinventer un nouveau patient derrière le consommateur de soin (para)-médicaux, de réinventer un nouvel élève derrière le consommateur de cours, etc. » Ainsi, les gratuités existantes comme les services publics, doivent être défendues mais également

les quasi-gratuités comme les transports en commun. En parallèle, le mésusage doit être surtaxé. Des tarifs progressifs pourraient donc être définis en fonction des niveaux d'utilisation des ressources, un renchérissement en fonction de l'usage. « Pourquoi paierait-on le même prix le litre d'eau pour son ménage et pour remplir sa piscine privée ? Pourquoi payer l'essence le même prix pour se rendre au travail ou en vacances, pour transporter des marchandises ou des humains ? » (P. Ariès, *op. cit.*, p. 37). L'approche par la gratuité de l'usage et le renchérissement du mésusage conduit donc à une sorte de tarification discriminante des biens et des services. Il s'agirait donc de mettre en place un système collectif permettant d'établir les bons et les mauvais usages.

En conséquence, les objecteurs de croissance se trouvent face à un défi de taille : celui de déterminer la notion même de besoins et de leur niveau incompressible. Comme l'indique F. Knight, « les besoins sont ce qu'il y a de plus obstinément inconnu entre toutes les inconnues dont s'occupe la science économique. » (« The Ethics of Imperfect competition », *Quarterly Journal of Economics*, 1923).

Si la proposition de la décroissance, consistant, comme le dit V. Cheynet, à « réinsuffler dans la société de l'esprit critique face à la pensée dogmatique et aux discours de propagande », paraît à première vue souhaitable, le passage à sa mise en œuvre individuelle et collective en matière de consommation paraît plus problématique. Comme l'indiquent les défenseurs de la décroissance eux-mêmes, la décroissance ne propose pas de système « clés en main ». Autrement dit, même s'il ne s'agit pas de stopper toute

forme de consommation, l'objectif de redéfinition des comportements en la matière paraît bien difficile à atteindre. Le problème est notamment de parvenir à ce qu'une majorité d'individus vivant dans les pays du Nord modifie son mode de vie. Comme le souligne G. Duval, journaliste à *Alternatives économiques*, cette acceptation est loin de devenir une réalité : « L'idée que le sauvetage de la planète doit nécessairement se traduire par un puissant serrage de ceinture au Nord ne peut susciter qu'un enthousiasme très modéré parmi ceux qui n'ont pas le sentiment d'être aujourd'hui des privilégiés qui gaspillent de façon éhontée l'énergie et les matières premières. » (« La maison brûle », hors-série n° 63, décembre 2004). Ce défi d'une rééducation des consommateurs apparaît semé d'embûches et de blocages plus ou moins surmontables.

Le guide pratique du « bon décroissant »

Même si cela n'empêchera pas l'entropie* de tendre vers un maximum (dissipation totale de l'énergie et dégradation totale de la matière) dans le sous-système clos qu'est la Terre, toute personne sensible aux arguments des objecteurs de croissance peut s'atteler à définir une attitude et un comportement adaptés à la situation dans laquelle elle se trouve.

1/ Réduire ses besoins

Faire le tri entre le nécessaire et le superflu ; s'autolimiter ; freiner sa consommation (en particulier de viande) ; privilégier la simplicité ; réparer au maximum les appareils défectueux plutôt que de les jeter ; économiser au maximum la matière et l'énergie.

2/ Favoriser le local

Consommer local tant que faire se peut ; habiter le plus près possible de son lieu de travail ; éviter tant qu'on peut de prendre l'avion ou la voiture ; privilégier les transports en commun.

3/ Autoproduire

Produire soi-même le maximum de choses dans la limite du possible (jardins potagers, production d'énergie renouvelable, poulaillers); éviter la grande distribution.

4/ Fuir la mode et les gadgets extravagants

Concentrer ses achats sur des biens durables; réparer au maximum; ne rien jeter tant que cela peut servir; cesser de réaménager sa maison tous les deux ans; fuir les grosses voitures; rester insensible aux modes.

5/ Repenser son approche des déchets

Composter; trier; recycler; donner à des associations caritatives (plutôt que de les jeter) les biens réutilisables dont on n'a plus besoin.

6/ Redonner du sens à sa vie

Prendre le temps de réfléchir aux choses importantes pour soi; redéfinir la place et le contenu du travail dans notre vie; réduire son temps de travail (si cela est possible); « démarchandiser » ses loisirs (réduire les activités payantes) pour privilégier par exemple la lecture, les temps calmes, les relations humaines, la contemplation, la lecture, les activités créatrices (art, écriture, poésie...).

7/ Privilégier l'humain à la machine

Préférer rencontrer ses amis plutôt que de les appeler avec le téléphone portable; éteindre la télévision et réinstaurer le dialogue entre les membres de la famille; fuir les jeux vidéo; aller vers les autres; partager ce qui peut l'être.

8/ S'informer

Garder l'esprit ouvert; rester curieux; lire les revues des objecteurs de croissance et aussi celles des économistes; relire les classiques de la décroissance (comme par exemple: N. Georgescu-Roegen sur l'entropie, A. Gorz sur le travail, J. Ellul sur la technique); lire le journal (si possible un journal différent à chaque fois).

9/ Communiquer

Échanger ses idées; participer à des débats; écrire des articles ou des livres si possible; écouter les arguments des autres; tenter de trouver des réponses aux questions qu'on se pose; partager ses solutions avec autrui.

10/ Garder sa liberté de jugement

C'est le point essentiel pour rester libre et créatif: fuir toutes les idéologies et se fier à son bon sens; garder un esprit critique sur toute vérité assénée (y compris celles des théoriciens de la décroissance); ne pas hésiter à lire des points de vue contradictoires; persévérer, même en dehors des sentiers battus; avoir confiance en soi et en son jugement.

« La décroissance,
c'est la fin du travail. »

*Le royaume de la liberté commence seulement là où l'on cesse
de travailler par nécessité et opportunité imposée de l'extérieur ;
il se situe donc, par nature au-delà de la sphère de production
matérielle proprement dite.*

Karl Marx, *Le Capital*, 1867

En ces temps de crise, où le travail est mis à mal, quelles solutions les objecteurs de croissance suggèrent-ils d'apporter au problème du chômage ? L'avènement d'une société de décroissance, par la sortie même du système productiviste qu'elle suppose, ne risque-t-elle pas d'impliquer une augmentation drastique du chômage, voire la « fin du travail » (expression empruntée à J. Rifkin, *La Fin du travail*, 1996) ? La relance de l'activité par la consommation (et donc par la croissance) étant en principe exclue, quels outils les objecteurs de croissance proposent-ils pour sauvegarder l'emploi ? Le projet de décroissance admet-il d'ailleurs une quelconque notion de « plein-emploi » des facteurs de production, et donc du travail ? Autant d'interrogations qui reviennent systématiquement dans les débats et auxquelles les objecteurs de croissance apportent des réponses plurielles mais qu'il est possible d'articuler autour de trois grands axes de réflexion : une critique unanime du salariat, une nécessaire sortie de la société travailliste, une place et un statut nouveau pour le travail.

Tous les objecteurs de croissance s'accordent pour dénoncer le salariat, cette forme particulière prise par le travail dans nos sociétés capitalistes (82,5 % de la population active dans les pays de l'OCDE en 2008). « La tragédie du salariat est une longue histoire de dépouillement », avance P. Ariès (« La dégradation du travail productif », *Entropia*, n° 2, 2007, p. 99). « Le travailleur y est dépouillé de ses instruments de production, du fruit de son travail, de son identité professionnelle, de sa culture de métiers, de son langage, de ses solidarités, de ses collectifs... » et l'auteur de conclure finalement que le salariat « n'est imposé que pour le maintenir dans la sujétion ». En plus d'être un outil d'exploitation, le travail salarié est perçu par les objecteurs de croissance comme un instrument de domination. Avec le salariat, le travailleur perdrait toute liberté d'action autonome. La faute en incombe au capitalisme lui-même et la référence à A. Gorz est à ce titre incontournable. Selon cette figure de l'écologisme radical des années 1970, la généralisation progressive du travail salarié dans le capitalisme amène les travailleurs à exécuter des tâches dont ils ne contrôlent ni l'organisation ni le but. Leurs capacités d'action autonome se trouvent alors réduites, voire annihilées, par des forces qui dépassent leur contrôle, réduisant finalement leurs libertés de choix à des options simples : consommer ou se divertir ! « Le travail marchandise engendre le pur consommateur dominé qui ne produit plus rien de ce dont il a besoin. L'ouvrier producteur est remplacé par le travailleur consommateur. Contraint de vendre tout son temps, de vendre sa vie, il perçoit l'argent comme ce qui peut tout racheter symboliquement. » (*Ecologica*, 2008, p. 134). À cette aliénation s'ajoute la détérioration de la santé et du

corps « qui se délabre rapidement, les cheveux tombent, les dents se déchaussent, le tronc se déforme, le ventre s'entripaille, la respiration s'embarrasse, les mouvements s'alourdissent, les articulations s'ankylosent, les phalanges se nouent » (P. Lafargue, *Le Droit à la paresse*, 1880, p. 34 de l'édition de 1994).

Partant de là, le préalable à toute société de décroissance serait de rendre aux individus leurs capacités d'action autonome. Cette position amène notamment les objecteurs de croissance à rejeter vivement toutes les gauches (« gestionnaire », « radicale », « altermondialiste », « keynésienne », etc.) et même le syndicalisme salarial, incapables à leurs yeux de penser autrement le travail que dans une société fondée sur l'identité salariale et se refusant à « jeter aux oubliettes le droit du travail qui, dans la réalité n'est que droit à la détresse du corps et de l'esprit, et donc un interdit de tout espoir de liberté et de plein vivre » (Gigi Bergamin, « Éloge de la vraie vie », postface de l'ouvrage de P. Lafargue, *ibid.*, p. 68). Le combat des forces de gauche, consistant à défendre le salariat sans voir que « rien de l'activité volée dans le travail ne peut se trouver dans la soumission à son résultat » (G. Debord, *La Société du spectacle*, thèse 27, 1967), n'aboutirait finalement qu'au progrès de l'aliénation sans limite. Par opposition, le mouvement pour la décroissance prône un changement social « non réductible à un replâtrage du système » (S. Latouche, « Décroissance, plein emploi et sortie de la société travailliste », *Entropia*, n° 2, 2007, p. 15).

Une nécessaire sortie de nos « sociétés travaillistes » constitue pour les objecteurs de croissance la condition *sine*

qua non du sauvetage du travail. On entend ici par « société travailliste », une société caractérisée par la division du travail et visant à la fois le plein-emploi des facteurs de production et l'amélioration permanente de leur productivité. Même s'ils admettent l'idée que « par l'alchimie marchande, l'économie s'est souvent montrée capable d'enrichir la croissance en emploi » (S. Latouche, *op. cit.*, p. 21), les objecteurs de croissance privilégient le « découplage croissance/emploi » (*ibid.*, p. 18) ; c'est-à-dire l'idée que la croissance peut aussi bien créer que détruire des emplois. A. Gorz, qui est le premier à avoir pensé ce découplage dans les années 1980, a toujours défendu l'hypothèse d'un impact négatif de la croissance sur l'emploi. Selon cet auteur, la croissance, synonyme de poursuite effrénée de gains de productivité sans cesse plus élevés, stimule l'évolution des techniques et ne peut conduire qu'à la réduction du nombre de travailleurs utilisés par le système productif : « Plus la productivité du travail augmente, plus faible devient le nombre d'actifs dont dépend la valorisation d'un volume donné de capitaux. » (A. Gorz, « Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme », *Entropia*, n° 2, 2007, p. 52). En d'autres termes, la société travailliste arrive à créer toujours plus de richesses en utilisant toujours moins de travailleurs. Dans ces conditions, il devient rigoureusement impossible de rétablir le plein-emploi par une croissance économique quantitative. « L'évolution des techniques semble éliminer l'homme dans tous les domaines », déplore P. Ariès qui donne une liste non exhaustive des dégradations subies par le travail : « La casse des identités professionnelles et des structures de métier, le développement de la précarité (*via* la multiplication des contrats atypiques), la déqualification rampante des

personnels et la baisse relative des salaires, le chômage de masse, etc. » (*Op. cit.*, p. 100). Ces dégradations ne seraient que les signes avant-coureurs de la « fin » ou de « l'abolition » du travail au sein même de nos sociétés dites travaillistes (« nous serions tous des chômeurs en puissance », P. Ariès, *op. cit.*, p. 107). Cette triste perspective de « société de travailleurs sans travail » (H. Arendt, *Condition de l'homme moderne*, 2002) amène les objecteurs de croissance à reconsidérer l'activité humaine en dehors de la sphère de valorisation capitaliste.

Une place et un statut nouveau pour le travail constituent le troisième axe de réflexion des objecteurs de croissance. Pour A. Gorz, « l'alternative est plutôt entre deux façons de gérer l'abolition du travail : l'une qui conduit à une société de chômage, l'autre qui conduit à une société de temps libéré » (*Adieux au prolétariat*, 1980, p. 10). Toute mesure réduisant « la sphère de nécessité » (c'est-à-dire le travail contraint) et favorisant l'expansion de « la sphère de l'autonomie » (le temps libre) va dans le bon sens. Ainsi, les objecteurs de croissance sont plutôt favorables à la réduction du temps de travail (RTT) ou à la mise en place d'un revenu minimum garanti. A. Gorz lui-même est connu pour ses prises de positions en faveur de la RTT qu'il comparait à un « nouveau contrat social » (*Capitalismes, socialisme, écologie. Désorientations, orientations*, 1991, ch. 9). Mais pour lui comme pour ses successeurs, ces mesures ne sont pas suffisantes pour « libérer » l'individu des contraintes qui pèsent sur lui dans la société travailliste. « La question fondamentale n'est donc pas le nombre exact d'heures nécessaires, mais la place du travail comme "valeur" dans la société. »

(S. Latouche, *op. cit.*, p. 18). Or, cette nouvelle place du travail ne peut être trouvée qu'au terme d'un processus de « démarchandisation » de ce dernier (S. Latouche) ou encore de sortie de la division du travail (P. Ariès). On débouche alors sur la société de décroissance, située au-delà des rapports marchands et caractérisée par un large degré d'autoproduction (coopérative ou participative) dans tous les domaines de la vie quotidienne : « pour pouvoir auto-déterminer nos besoins, nous concerter sur les moyens et la manière de les satisfaire, il est donc indispensable que nous recouvrions la maîtrise des moyens de travail et des choix de production », conclut A. Gorz (*op. cit.*, 2007, p. 55). Affranchi des « nécessités extérieures » chères à Karl Marx, le travailleur ayant recouvré son autonomie pourra s'accomplir dans l'activité elle-même comme dans son résultat.

Pour autant, ces trois axes de réflexion développés par les objecteurs de croissance soulèvent à leur tour une série d'interrogations nouvelles.

Premièrement, une société décroissante peut-elle assurer le plein-emploi du facteur travail ? Puisque « la décroissance implique à la fois réduction quantitative et transformation qualitative du travail » (S. Latouche, *op. cit.*, p. 18), le nombre d'emplois disponibles risque de diminuer ! Ce n'est pas si simple, rétorque S. Latouche, dans la mesure où quatre facteurs interviendraient et joueraient en sens divers : « 1) La baisse de productivité incontestable due à l'abandon du modèle thermo-industriel, comme des techniques polluantes et d'équipements énergivores ; 2) la relocalisation des activités et l'arrêt de l'exploitation du Sud ; 3) la création d'emplois (verts) dans de nouveaux secteurs d'activités ; 4) un change-

ment de mode de vie et la suppression des besoins inutiles ("dégraissages" importants dans la publicité, le tourisme, les transports, l'industrie automobile, l'agrobusiness, les biotechnologies, etc.). » (*Op. cit.* p. 15). Selon l'auteur, les trois premiers facteurs joueraient en faveur de l'augmentation de la quantité de travail tandis que le quatrième irait en sens contraire. Si on ajoute à cela « une diminution des durées de travail obligatoire » et le fait qu'on sous-estimerait systématiquement « le potentiel de gains des outils conviviaux », il serait raisonnable d'après l'auteur de « tabler sur de modestes gains de productivité réguliers » permettant de soutenir l'emploi. D'ailleurs, S. Latouche envisage qu'il puisse y avoir une croissance du PIB dans une société de décroissance : « Il est possible que, dans un premier temps au moins, une politique de décroissance se traduise paradoxalement au niveau macroéconomique par un accroissement de la production, du fait de la demande ciblée de produits et d'équipements écologiques et de tous les métiers nécessaires à l'organisation d'une société de décroissance. » (*Op. cit.*, p. 16).

Vient ensuite la question de la pénibilité du travail : dans une société de décroissance dans laquelle l'outil est censé remplacer la machine ne risque-t-on pas d'assister à une pénibilité accrue des tâches, d'autant qu'il faudra désormais autoproduire le plus de choses possible pour satisfaire ses propres besoins, certes réduits mais néanmoins non nuls ? V. et D. Cheynet répondent par la positive en se référant à « nos ancêtres qui, pour survivre, travaillaient ardemment et surtout péniblement » (« La décroissance pour l'emploi », *La Décroissance*, n° 3, 2004). Vision fortement contestée par

S. Latouche qui, s'appuyant sur les travaux de M. Sahlins et A. Gorz, affirme que du néolithique jusqu'aux prémices de la révolution industrielle (début du XVIII^e siècle), les cadences n'étaient « pas vraiment infernales » (environ 1 000 heures par an soit une vingtaine d'heures par semaine ; à titre de comparaison, la moyenne en 2008 pour les pays de l'OCDE était de 1766 heures, soit 34 heures par semaine, <http://stats.oecd.org>).

Reste enfin la question de savoir ce que l'individu fera de tout ce temps libéré. « Du temps libre pourquoi ? », s'interrogeait G. Orwell dès 1937 dans *Le Quai de Wigan*. Selon A. Gorz (*op. cit.*, p. 121), les salariés ne sont en capacité ni de penser ni d'occuper leur temps de loisir par des activités autonomes. En d'autres termes le temps libéré de travail reste prisonnier de l'économie : il se « professionnalise et s'industrialise toujours plus » d'après les termes de S. Latouche, qui en appelle à un « réenchantement » de la vie sans lequel « la décroissance serait, là aussi, vouée à l'échec » (*op. cit.*, p. 20). A. Gorz en précise la nature : « Une politique du temps qui englobe l'aménagement du cadre de vie, la politique culturelle, la formation et l'éducation, et qui refonde les services sociaux et les équipements collectifs. » (*Op. cit.*, p. 127).

En définitive, on ne peut que saluer la fraîcheur et l'originalité du regard que portent les objecteurs de croissance sur le travail et la place qu'il occupe dans nos sociétés. Leur lecture très gorzienne des travaux de Marx (en particulier sur la notion d'aliénation) et l'impossible humanisation du travail salarié qui en découle, constituent une critique intéressante

du capitalisme contemporain. Toutefois, la pensée décroissante n'est pas exempte de contradictions ou de questions en suspens.

Il y a tout d'abord la sempiternelle question de la transition : quelle force sociale serait aujourd'hui susceptible de promouvoir avec succès la sortie du salariat et la redéfinition d'un nouveau statut pour le travail ? Doit-on s'attendre à une mutation provoquée par une sorte de fatalité providentielle ? Ou bien l'origine du changement doit-elle être recherchée dans une crise qui serait fatale au capitalisme tout en sachant que « la "crise" n'entraîne pas derrière elle une "émancipation" garantie » (A. Jappe, « Crédit à mort », *Lignes*, n° 30, 2009, p. 10) ? La transition viendra-t-elle de l'émergence d'une économie de l'immatériel dans laquelle la connaissance et l'intelligence deviendraient « la principale force productive » (A. Gorz) ? Ou bien sera-t-elle le résultat d'une évolution progressive de la logique capitaliste elle-même ?

La radicalité du discours des objecteurs de croissance qui n'hésitent pas à rejeter toutes les gauches (y compris les syndicats), leur reprochant de lutter pour une « libération dans le travail » et non pour « une libération du travail » (A. Gorz, *Métamorphoses du travail, quête du sens*, 1988, p. 80), les prive des forces susceptibles d'initier et de porter le changement dans la bonne direction car la libération *dans* le travail pourrait parfaitement être pensée comme un premier pas vers la libération *du* travail.

Par défaut d'alliance possible avec les autres forces politiques (ou syndicales), il reste aux objecteurs de croissance l'option d'attendre patiemment la fin annoncée du travail

salarié. Toutefois, l'échéance reste incertaine, d'autant que le nombre de salariés ne cesse d'augmenter partout dans le monde (sauf en 2009 en raison des effets de la crise économique mondiale).

Nombre d'emplois salariés en France de 2000 à 2009
(en milliers)

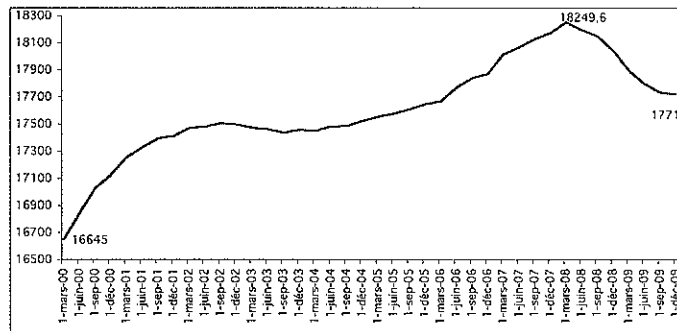


Figure réalisée à partir des données de l'INSEE.

Entre mars 2000 et mars 2008, un total de 1 604 600 emplois salariés ont été créés en France. La baisse constatée après mars 2008 (- 530 600 employés salariés) correspond aux effets de la crise économique mondiale. Les pertes d'emplois ont été les plus importantes dans les régions les moins dynamiques, les plus industrielles et non dotées de métropoles (Lorraine, Picardie, Franche-Comté, Champagne-Ardenne). Les grands centres urbains, tout comme les territoires « résidentiels » accueillant touristes et retraités, se sont avérés moins vulnérables.

« La décroissance, c'est le retour
au malthusianisme. »

*Le problème n'est pas qu'il y a « trop d'humains,
mais trop d'automobilistes. »*

Stéphane Lavignotte, *La Décroissance est-elle souhaitable ?*, 2010

Il ne peut y avoir de croissance infinie dans un monde fini. Ce constat commun à tous les objecteurs de croissance s'applique-t-il à la démographie ? La décroissance implique-t-elle une restriction quelconque de l'accroissement de la population mondiale ? Doit-on penser comme le bouillonnant et très libéral président tchèque, Vaclav Klaus, que les tenants de la décroissance sont « emprisonnés dans leurs préjugés malthusiens et leurs ambitions mégalomaniaques » (discours prononcé le 4 mars 2008 à la Conférence internationale sur le changement climatique à New York) ?

À première vue, il serait tentant de penser que la décroissance débouche sur des solutions antinatalistes de type malthusien. Il est fait référence ici à T. R. Malthus qui affirme, dès 1798, dans son *Essai sur le principe de population*, que la population a une tendance naturelle à s'accroître plus rapidement que les moyens de subsistance, ce qui rend impossible la satisfaction des besoins de tous. En guise de solution, l'auteur prône la décroissance des populations pauvres (ces dernières étant les plus natalistes) par la mise en œuvre de divers moyens (mariage tardif, abstinence avant le mariage,

arrêt de l'aide aux pauvres, instruction gratuite pour le plus grand nombre). Le raisonnement malthusien est complété par J. S. Mill qui, en 1848, introduit l'hypothèse d'un « optimum de population », seuil à partir duquel l'accroissement démographique est jugé néfaste pour la société. La thèse malthusienne a inspiré depuis bon nombre d'analystes s'intéressant aux questions écologiques et démographiques. Le rapport Meadows remis au club de Rome* en 1972, par exemple, est célèbre pour avoir prôné un nécessaire arrêt des croissances économique et démographique, idée réitérée dans le nouveau rapport Meadows remis en 2003 au même club de Rome. Bien que critiquant fortement ce rapport, N. Georgescu-Roegen n'en défend pas moins dans son « programme bioéconomique minimal » l'idée que « l'humanité devrait diminuer progressivement sa population jusqu'à un niveau où une agriculture organique suffirait à la nourrir convenablement » (N. Georgescu-Roegen, *La Décroissance*, édition de 2008, p. 148). D'autres, comme le démographe britannique W. Stanton, proposent d'aller plus loin en organisant une « réduction planifiée de la population » afin d'anticiper une contraction sauvage et « darwinienne » (appelée « scénario du laisser-faire » par l'auteur), provoquée par l'épuisement prévisible des énergies fossiles. Prenant l'exemple de la Grande-Bretagne, l'auteur donne un aperçu des mesures draconiennes à mettre en place afin de réduire la population « de 60 millions à environ 2 millions sur 150 ans » : interdiction de l'immigration, un enfant autorisé par femme sans aucune exception culturelle ou religieuse, avortement et infanticide des bébés ou fœtus handicapés, vie « humainement arrêtée » pour les personnes âgées, lourdement malades ou accidentées, euthanasie volontaire

légalisée, restauration de la peine capitale « sans douleur » pour les délinquants les plus graves et châtimement corporel pour les autres... (Extrait du Bulletin d'information n° 55 de l'*Association for the Study of Peak Oil* de juillet 2005, p. 11-14). La Chine, qui pratique une politique d'un enfant par famille, est citée par W. Stanton comme l'exemple à suivre pour éviter les « famines » et « massacres » associés au scénario darwinien du « laisser-faire ». Les auteurs décroissants se retrouvent-ils dans cette approche très technicienne de la démographie ?

Non ! Les partisans de la décroissance opposent une rupture radicale à ces raisonnements malthusiens et contestent vivement le « terrorisme intellectuel » (selon l'expression de V. Cheynet) dont ils s'estiment être victimes : « Il suffit généralement d'aborder la question des limites pour se voir, par amalgame, affubler du qualificatif de "malthusien". » (*Le Choc de la décroissance*, 2008, p. 127). Toutefois, il convient de distinguer deux manières assez différentes d'aborder la question démographique chez les objecteurs de croissance, selon que la primauté soit donnée à la contradiction « humanité/nature » ou bien « capital/nature ».

Les tenants d'une opposition « humanité/nature » correspondent à l'aile des « écologistes profonds » de la décroissance. Tout en se démarquant d'un malthusianisme antihumaniste, ces derniers prônent néanmoins un contrôle des naissances. Le député vert Y. Cochet, par exemple, représente assez bien ce courant. Estimant lors d'un colloque organisé le 4 avril 2009 par la revue *Entropia* qu'un enfant européen avait « un coût écologique comparable à 620 trajets Paris-New York »,

il a plaidé pour une directive européenne baptisée « grève du troisième ventre » revenant à inverser l'échelle des prestations familiales afin de dissuader financièrement les familles qui envisageraient de concevoir trop d'enfants : « Je propose qu'une famille continue de percevoir des aides pour les deux premiers enfants, mais que ces aides diminuent sensiblement à partir du troisième. » (*Libération*, 6 avril 2009). Parmi les plus extrémistes de ce courant, on peut citer le philosophe Y. Paccalet qui affirme, dans un livre intitulé *L'humanité disparaîtra, bon débarras!* (2006), que « l'homme est le cancer de la Terre » tant il abîme l'environnement. L'espèce humaine est comparée à une « marchandise défectueuse » courant vers son autodestruction (guerre nucléaire, climat dérégulé, empoisonnement de l'air et de l'eau, émergence de nouvelles maladies...). L'auteur rejette le progrès et la science et défend l'idée d'une décroissance de la population mondiale pour sauver la planète. À la lecture de ces arguments, on est tenté de croire, à l'instar de J.-M. Harribey, que « la thèse de la surpopulation est tout de même, au moins implicitement, répandue parmi les partisans de la décroissance » (« Que faire? Croître et décroître? », *Contretemps*, n° 21, fév. 2008, p. 87).

Pourtant, les tenants d'une contradiction « capital/nature » rejettent vivement l'approche des décroissants écologistes profonds pour au moins deux raisons : la transition démographique et la prééminence de la croissance économique sur la croissance démographique.

L'explosion démographique annoncée au milieu des années 1970 n'aura finalement pas lieu. Les évolutions

démographiques les plus récentes montrent au contraire un ralentissement de l'accroissement naturel de la population mondiale (1,3 % en 1960, 2,1 % en 1970, 1,6 % en 1990, 1,2 % en 2000, 1 % en 2020 et 0,5 % prévu en 2050 par l'ONU). Il s'agit là d'un phénomène de « transition démographique » : le passage d'un régime démographique « traditionnel » ou élevé (forts taux de natalité et de mortalité) à un régime démographique « moderne » ou bas (faibles taux de natalité et de mortalité). Cette tendance est confirmée par la baisse de la fécondité mondiale (ramenée à 2,8 enfants par femme contre 6 dans les années 1960). D'après l'organisme américain Census (www.census.gov), 97 pays totalisant une population de 3,3 milliards d'habitants afficheraient déjà une fécondité des femmes inférieure au niveau de remplacement des populations (fixé à 2,1 enfants). Parmi ceux-ci on trouve les pays développés, mais également un grand nombre de pays émergents (Chine, Brésil, Russie, Algérie, Vietnam, pour ne citer que ceux-là). Un deuxième groupe, composé de 43 pays représentant 1,9 milliard d'habitants, est caractérisé par une fécondité en baisse mais comprise entre 2,1 et 3 enfants par femmes (Inde, Indonésie, Mexique, Égypte, Afrique du sud, Colombie, Argentine...). Enfin, un troisième groupe composé de 82 pays en développement, représentant une population de 1,4 milliard de personnes tout en gardant un taux de fécondité supérieur à 3, amorce malgré tout un mouvement de transition démographique perceptible (Pakistan, Bangladesh, Nigeria, Philippines, Éthiopie, Congo, Soudan, Tanzanie...). La population mondiale devrait donc se stabiliser à 9,1 milliards en 2050 (à comparer aux 11,1 milliards prévus par les projections de l'ONU dans les études de 1973), mais beaucoup d'auteurs décroissants, à

l'instar de P. Ariès, craignent non pas une stabilisation mais bien un renversement de tendance, qui s'il s'avérait confirmé, risquerait d'entraîner la disparition de l'espèce humaine à l'horizon 2400.

La deuxième raison tient dans l'épigraphie même de cette idée reçue : il n'y a pas trop d'humains, mais trop d'automobilistes ! « Nous ne sommes pas trop nombreux, mais pas assez partageux », affirme P. Ariès (« Faut-il limiter les naissances ? », *La Décroissance*, n° 21, mars 2004, p. 14). Des auteurs comme P. Rabhi, S. Latouche ou V. Cheynet se retrouvent très largement dans cet argument et soutiennent l'idée que la planète pourrait soutenir une population mondiale bien plus importante si les ressources étaient réparties plus équitablement. V. Cheynet, par exemple, reproche aux tenants du malthusianisme d'oublier « que le problème n'est pas tant la population que la répartition des richesses » (*op. cit.*, p. 127). L'auteur en appelle aux valeurs universelles de « fraternité, souci du plus faible, liberté, égalité ou respect de l'autre et de sa culture » (p. 136) et rejette avec force les dérives eugénistes et antihumanistes citées précédemment. En s'interrogeant sur le seuil optimal de la population mondiale (qu'il fixe de 1 à 3 milliards), S. Latouche estime possible, quant à lui, une solution écologique à 10 milliards d'habitants à condition de s'affranchir de ce qu'il nomme la « religion de la croissance » : « La croissance démographique est moins en cause que l'adoption de la religion de la croissance industrielle. » (S. Latouche, *Le Pari de la décroissance*, 2006, p. 144). La priorité est ainsi de sortir la population mondiale des valeurs consuméristes et productivistes afin de modifier en profondeur les rapports sociaux. P. Ariès, critiquant le

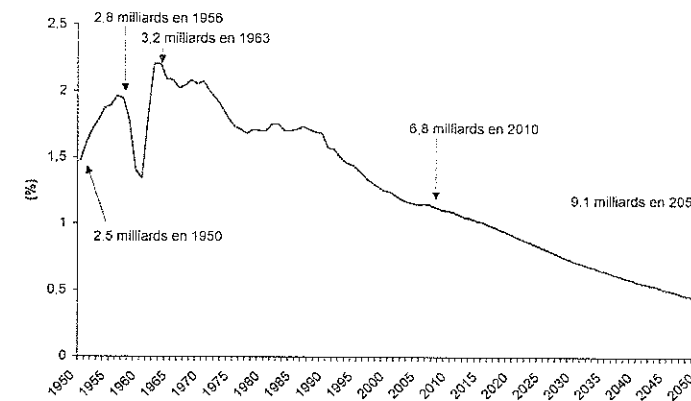
lancement du pacte écologique par N. Hulot, résume cette approche d'une phrase : « Nous ne combattons pas la pollution, mais des logiques économiques et sociales. » (*La Décroissance : un nouveau projet politique*, 2007, p. 108).

S. Lavignotte, dans *La décroissance est-elle souhaitable ?* (2009), compare cette confrontation contemporaine entre tenants de la décroissance à celle qui avait opposé dans les années 1970 le démographe P. Ehrlich au biologiste américain B. Commoner. Dans *The Population Bomb* (1968), P. Ehrlich part de l'idée que la reproduction humaine constitue un processus biologique affranchi des contraintes économiques, sociales et techniques. Cela conduit inévitablement à une augmentation incontrôlée de la population assimilable, selon l'auteur, à une « bombe P » dont le monde ne pourra pas supporter à moyen terme l'explosion. Cette vision de la démographie, largement reprise dans les années 1970, amène P. Ehrlich à prôner finalement une politique de pression directe sur les comportements individuels. De son côté B. Commoner considère, dans *The Closing Circle* (1971) que la croissance économique et l'évolution technologique sont prééminents aux questions écologiques et environnementales. À partir d'exemples concrets (comme la quasi-disparition du lac Érié ou l'évolution de la population aux États-Unis entre 1946 et 1966), il montre que la dégradation de l'environnement est toujours liée à l'activité industrielle et non à la croissance démographique qui a une influence marginale : « Notre système actuel de production est autodestructeur, et le cours suivi par la civilisation humaine est suicidaire. » (*Ibid.* p. 292). Dès lors, l'auteur trouve la solution aux problèmes écologiques dans un néces-

saire changement des technologies (choix de technologies moins polluantes) conditionné lui-même par un changement des priorités économiques et sociales. Il rejette donc la politique de contrôle des naissances proposée par P. Ehrlich et milite pour un regain de contrôle démocratique sur les processus sociaux de la production. On retrouve bien là, comme le suggère S. Lavignotte, le clivage actuel entre les tenants d'une opposition « humanité/nature » et ceux d'une opposition « capital/nature ».

Quoi qu'il en soit, la pensée décroissante souffre aujourd'hui d'une absence de réflexion sur la compatibilité qu'il pourrait y avoir entre un projet de société fondée sur la décroissance et le vieillissement de la population mondiale, induit par la transition démographique vers un régime à faibles taux de natalité et de mortalité. Une population vieillissante est une population dont les besoins augmentent (même à taux de croissance nul de la population mondiale). Comment ces besoins seraient-ils pris en charge dans une société fondée sur la simplicité volontaire, la sobriété et la logique d'autoproduction ? Quels seraient les systèmes redistributifs à destination des « inactifs » dans une telle société ? Quels seraient les ressorts qui pousseraient la recherche à progresser pour vaincre les pathologies liées au vieillissement des individus ?

Taux de croissance de la population mondiale de 1950 à 2050 (en %)



À partir des données de l'ONU, le site de l'organisme gouvernemental américain Census met à disposition, chaque année, les données démographiques pour les 222 pays du monde depuis 1996. Il ressort du modèle prospectif retenu pour ce graphique (le plus proche de celui de l'ONU de 2004) qu'après une période de croissance jusque vers les années 2050, où elle attendrait 9,2 milliards d'habitants, la population mondiale déclinerait pour retrouver en 2100 son niveau de 2010, puis régresserait à 3 milliards (son niveau de 1960) en 2200. Les prévisions de l'ONU sont de plus régulièrement revues à la baisse. Ainsi, l'ONU prévoyait pour 2050 (projection moyenne à chaque fois) : 11,1 milliards d'habitants (en 1973), 9,4 milliards (en 1996), 9,3 milliards (en 2000) et 9,1 milliards (en 2009).

Figure réalisée à partir des données Census, International Data Base, December 2009 Update (www.census.gov).

« La décroissance,
c'est le retour à la bougie. »

Il n'y a pas d'autonomie de l'homme possible face à la technique.

Jacques Ellul, *La Technique ou l'enjeu du siècle*, 1954

On reproche souvent aux objecteurs de croissance de prôner un retour au Moyen Âge. Leur volonté de sortir de la société industrielle, leur critique systématique à l'encontre des machines (et de la voiture en particulier) provoquent souvent l'incompréhension et explique en partie le rejet de leurs idées par l'opinion publique. La décroissance est souvent perçue comme contraire au progrès technique et de ce fait, reléguée au rang d'utopie réactionnaire. En effet, comment peut-on être « contre » le progrès ? Comment peut-on refuser l'évolution de techniques qui allongent la durée de la vie, réduisent l'impact environnemental des activités humaines, économisent des ressources, améliorent l'efficacité productive, facilitent la communication et l'échange et tirent finalement tout le corps social vers le haut ?

Les choses ne sont en réalité pas aussi tranchées qu'elles y paraissent et d'ailleurs les objecteurs de croissance ne se définissent pas comme étant contre le progrès technique, mais contre le « système technicien » selon l'expression de J. Ellul. Cet auteur n'a eu de cesse de dénoncer l'importance prise par les techniques dans nos sociétés. Ses travaux ont considérablement influencé la pensée décroissante si bien qu'il est nécessaire d'en rappeler ici les grandes lignes.

J. Ellul a consacré trois ouvrages au développement de sa critique de la technique : *La Technique ou l'enjeu du siècle* (1954), *Le Système technicien* (1977) et *Le Bluff technologique* (1988). Cette critique peut se présenter en trois grands axes.

Premièrement, l'auteur distingue la technique de la machine : la première étant une méthode en vue d'un résultat, un agencement de moyens en vue d'atteindre une fin tandis que la seconde n'est qu'un appareil servant à effectuer certaines tâches. Il apparaît alors que le domaine d'application de la technique dépasse très largement celui de la machine. La science elle-même serait, selon l'auteur, « devenue un moyen de la technique ».

Deuxièmement, J. Ellul fait une distinction entre l'« opération technique » et le « phénomène technique » et défend l'idée que « le phénomène technique actuel n'a rien de commun avec les techniques des sociétés antérieures » (*Le Bluff technologique*, 1988, p. 267). L'opération technique correspond à tout travail (complexe ou simple) réalisé en suivant une méthode donnée dans le but d'atteindre un résultat (tailler un silex, tanner une peau, piloter un avion, conduire une machine, etc.). Chaque société a toujours déterminé les opérations techniques en fonction de ses besoins mais aussi en fonction de ses valeurs. De tout temps, il est arrivé que des techniques soient volontairement réfrénées ou abandonnées. Toutefois, l'époque moderne se caractériserait, selon J. Ellul, par une « prise de conscience » des avantages que l'on peut tirer de techniques de plus en plus performantes et par une recherche systématique de l'« efficacité maximale ». On bascule alors dans le « phénomène technique », c'est-à-dire une situation dans laquelle la technique est érigée au

rang de valeur suprême par la volonté collective et ce, au détriment de toutes les autres valeurs humaines. Cette place nouvelle de la technique est la condition de son « autonomisation » du reste de la société : elle acquiert de nouvelles caractéristiques comme « l'autonomie, l'unité, l'universalité, la totalisation, l'auto-accroissement, l'automatisme, la progression causale et l'absence de finalité » (*ibid.*, p. 56). Dès lors, la nécessité d'un perfectionnement incessant des techniques s'enchaîne d'elle-même, tuant ainsi progressivement toute autre option. Les techniques phagocytent progressivement toutes les sphères du vivant et finissent par s'engendrer elles-mêmes en dehors de toute autre finalité que celle de l'efficacité optimale.

Troisièmement, la conséquence ultime de cette « autonomie autoréférentielle » du phénomène technique est la constitution d'un « système technique », c'est-à-dire d'une sorte de mise en relation de toutes les techniques constituant un réseau objectif, autonome et indépendant : « Le système est lui-même composé de sous-systèmes : système ferroviaire, postal, téléphonique, aérien, système de production et distribution de l'énergie électrique, processus industriel de production automatisée, etc. Ces sous-systèmes se sont organisés, adaptés, modifiés progressivement afin de répondre aux exigences provenant entre autres de la croissance de la dimension de ces sous-systèmes, et de la relation qui s'établissait peu à peu avec les autres » (*op. cit.*, 1977). Le système technique devient « l'élément enveloppant à l'intérieur duquel se développe notre société ». Les techniciens ne disposent plus que de connaissances parcellaires sur le système total et ne peuvent chacun en appréhender qu'une

toute petite partie. L'homme lui-même devient un simple rouage au service du système. Pour J. Ellul, « il n'y a pas d'autonomie de l'homme possible face à l'autonomie de la technique » (*op. cit.*, 1954, p. 126). L'informatique enfin, par sa capacité même à tisser des liens entre toutes les techniques, constitue, d'après l'auteur, la technique autorisant « l'achèvement du système ». On atteint alors une société dans laquelle l'ordre technique détient le contrôle social absolu, dans laquelle « nous n'avons plus rien à perdre et plus rien à gagner, nos plus profondes impulsions, nos plus secrets battements de cœur, nos plus intimes passions sont connues, publiées, analysées, utilisées. L'on y répond, l'on met à ma disposition exactement ce que j'attendais et le plus suprême luxe de cette civilisation de la nécessité, est de m'accorder le superflu d'une révolte stérile et d'un sourire consentant » (*ibid.*, p. 388).

Nombreux sont ceux qui ont prolongé cette approche critique de l'évolution des techniques, développant tel ou tel thème, apportant des éléments nouveaux (comme « l'humiliation » de l'homme par la technique, chère à I. Illitch). Parmi les plus illustres, on peut citer, outre I. Illitch, B. Charbonneau, D. Janicaud, C. Castoriadis. Les objecteurs de croissance inscrivent leurs analyses de la technique dans la même tradition ellulienne, avec une volonté explicite de « répandre les analyses de Jacques Ellul » (S. Latouche, *La Mégamachine*, édition de 2004, p. 11). La thèse de la « Mégamachine » (selon l'expression de L. Mumford, 1974), défendue par P. Ariès ou S. Latouche, n'est autre chose que la dénonciation de l'autonomisation des techniques. Les objecteurs de croissance vont même plus

loin que J. Ellul, puisqu'ils incluent dans leurs critiques l'autonomisation de l'économie (ou l'« économisme ») et les effets écologiques catastrophiques du « progrès » technique : effet-rebond*, empreinte écologique*, catastrophes.

Tous dénoncent l'idéologie dominante qui promeut le progrès technique au rang de dogme. Là encore, c'est J. Ellul qui a le premier mis en évidence l'avènement d'un « discours séducteur des techniques » relevant d'un « bluff technologique » qui vise à favoriser l'adhésion de tous au système technicien afin d'en faciliter l'expansion. Ce discours n'émane pas seulement des techniciens eux-mêmes, mais également des scientifiques, des hommes politiques, des économistes et même des « révolutionnaires » qui, pour la plupart, font une analyse de la société directement tributaire du marxisme et qui les amène de ce fait « à se tromper de révolution » (entretien avec J. Ellul, « Le jardin et la ville », www.dailymotion.com). Ce « délire technoscientiste » (selon l'expression de V. Cheynet, *Le Choc de la décroissance*, 2008, p. 36) « est autant une impasse qu'une fuite en avant destinée à ne pas regarder la réalité en face » (*ibid.* p. 39). On atteint ici le dernier grief adressé à la société technicienne, à savoir celui de supprimer toutes libertés de l'homme, à commencer par celle de penser à soi-même, c'est ce que J. Ellul appelle la « perversion de l'homme par la technologie » : « l'homme est diverti, c'est-à-dire, d'une part détourné de penser à soi-même, à sa condition humaine, et aussi détourné des plus hautes aspirations, du sens de la vie, des objectifs supérieurs » (*Le Bluff technologique*, 1988). On peut d'ailleurs établir ici un parallèle avec la perte de la « faculté de juger » décrite par H. Arendt.

Toutefois, alors qu'il y a un certain fatalisme chez J. Ellul, pour qui l'achèvement du système technique est inéluctable, il y a chez les objecteurs de croissance l'idée qu'il est possible de dévier le cours du système technique car « la mégamachine n'est pas un monstre en apesanteur, elle est solidement ancrée à notre imaginaire » (S. Latouche, *op. cit.*, p. 32). C'est pour cette raison que les tenants de la décroissance appellent à sortir du mythe du progrès : « Décoloniser cet imaginaire est une tâche urgente à accomplir pour neutraliser les dangers potentiels de cette créature dès lors qu'elle menace de se retourner contre son créateur » (*ibid.*, p. 32). Mais décoloniser l'imaginaire n'est pas une mince affaire car cela implique d'abord de casser les mécanismes de « la suggestion de masse » si bien décrits dans le célèbre *1984* de G. Orwell. Ce n'est qu'à cette condition que l'homme développera une prise de conscience critique du système technique qui l'enveloppe et l'aveugle. Il aura alors une chance de poser un diagnostic objectif de ce qui le menace et de trouver l'intervention effective où la mutation appropriée. Ce qui est en jeu ici, c'est la capacité de l'homme à redevenir un individu au sens étymologique du terme (*individuus* : ce qui ne peut être divisé). C'est de l'individu qu'il faut donc repartir et une éventuelle action collective en faveur de la décroissance ne peut se fonder que sur des prises de conscience individuelles et non sur l'utilisation d'une quelconque technique de propagande censée amener les gens à agir collectivement.

On le voit, les objecteurs de croissance ne peuvent être qualifiés de « technophobes » car ils admettent tous, à la suite de J. Ellul, que la technique peut être à la fois bénéfique

et destructrice : « Bien sûr, la technique peut arraisonner et coloniser ; mais elle peut aussi libérer des potentialités du monde vécu qui autrement seraient restées réprimées. Elle est ainsi fondamentalement ambivalente, ouverte à des formes de développement très différentes. » (A. Feenberg, *(Re)penser la technique : vers une technologie démocratique*, 2004, p. 217). Les objecteurs de croissance ne prônent pas non plus un retour à la bougie et n'entretiennent aucune nostalgie du passé. La société de décroissance qu'ils appellent de leurs vœux n'est d'ailleurs pas affranchie de la technique, qui reste utile ne serait-ce que pour démanteler les « prothèses de la vitesse » et « imposer des prothèses (techniques ou sociales) de la lenteur » (P. Ariès, *La Décroissance : un nouveau projet politique*, 2007, p. 236). Mais cette technique retrouverait en quelque sorte la place qu'elle n'aurait jamais dû quitter : elle serait (ré)enchâssée dans la société humaine. Maîtrisée, elle redeviendrait un simple agencement de moyens en vue d'atteindre la satisfaction de besoins humains ayant considérablement décru.

Le mouvement Slow Food

Le mouvement Slow Food, né en Italie au milieu des années 1980, est fondé sur une critique de la *fast life*, c'est-à-dire une manière de vivre à grande vitesse. Cette *fast life*, qui est représentée par le succès des fast-foods, est considérée comme étant devenue une « folie universelle au nom de la productivité ». En 1989, le mouvement se dote d'une organisation internationale. Selon Slow Food France, il compte près de 80 000 membres dans le monde pour 1 000 conviviaux. Ces conviviaux sont au cœur du mouvement. Ce sont des groupes locaux qui mettent en place des actions visant à promouvoir les produits locaux sous forme d'ateliers de dégustation, de rencontres avec les producteurs locaux, de campagnes de protection des cultures traditionnelles, etc.

Le mouvement Slow Food a pour mission de rendre à la gastronomie sa place dans nos sociétés. Il s'agit de promouvoir une alimentation porteuse de lien social à travers un retour de la lenteur et de la convivialité. L'objectif est de réintroduire le plaisir de découvrir des saveurs culinaires, de rétablir une conscience dans les achats alimentaires, notamment en protégeant la biodiversité. Pour cela, le mouvement cherche à diffuser une éducation du goût et à favoriser les liens entre producteurs locaux et consommateurs. De nombreuses manifestations sont organisées au niveau local, national et international, parmi elles :

- Les Arches du goût : rencontres permettant la découverte de saveurs oubliées, de produits menacés d'extinction ;
- Les Sentinelles : petits projets visant à aider les groupes de producteurs artisanaux dans le but de favoriser la présence sur le marché de différents produits traditionnels ;
- Le Prix Slow Food : hommage rendu aux activités de recherche, d'enseignement, de production en faveur de la biodiversité dans le domaine alimentaire.

Pour plus d'informations : site de Slow Food : www.slowfood.com,
site de Slow Food France : www.slowfood.fr.

LA DÉCROISSANCE EN DÉBAT

« La décroissance, c'est une idée de gauche. »

Le positionnement politique des objecteurs de croissance fait débat.

Vincent Cheynet, *Le Choc de la décroissance*, 2008

Prôner la décroissance revient à promouvoir une organisation nouvelle de la société. La décroissance se présentant comme un projet politique en devenir, il est donc indispensable de la positionner dans le débat démocratique. Étant à construire, le projet de décroissance apparaît encore flou et rend ce positionnement complexe. Malgré tout, peut-on aujourd'hui considérer que la décroissance s'apparente à une idéologie de gauche ou de droite ?

La décroissance, en tant que mouvement contestataire, s'apparente à première vue à un mouvement de gauche. Mais à y regarder de plus près, l'écrasante majorité des politiques considère la croissance comme bénéfique. Dès lors, classer politiquement la décroissance n'est pas chose aisée car le projet semble s'affranchir des clivages politiques traditionnels. Les positions prises par les décroissants sur plusieurs questions de société indiquent que coexistent une lecture « de gauche » et une lecture « de droite » de la décroissance.

Le mouvement pour la décroissance est d'un genre nouveau. La remise en cause d'une croyance devenue quasi universelle, érigée au rang de dogme, induit *de facto* à classer le

mouvement dans la longue lignée des mouvements contestataires. Le mouvement de décroissance se présente donc avant tout comme un mouvement de contestation de l'ordre établi. C'est à ce titre que le parallèle peut être fait avec certains partis d'extrême gauche qui prônent une rupture plus ou moins radicale avec le capitalisme à travers la lutte des classes. Dans la lignée des travaux de Marx, la contestation se définit par une remise en cause de l'organisation de la société qui conduit à l'exploitation des prolétaires par la classe capitaliste. Aussi contestataires qu'ils soient, ces partis politiques ne remettent pourtant pas en question le processus de croissance (en tout cas directement). Ainsi S. Latouche écrit-il en 2006 : « Face aux politiques de relance, la gauche reste muette y compris les altermondialistes et les Verts. » Même dans le cas des partis anticapitalistes, rien n'indique que le projet alternatif proposé écarte la notion de croissance. En général d'inspiration marxiste, ces mouvements anticapitalistes reviennent surtout sur le contenu de la croissance sans nécessairement la remettre en cause. La gauche appréhende donc la croissance comme le moyen de créer des emplois et surtout de favoriser une répartition plus équitable des richesses. Comme l'indiquent J. Gadrey et F. Jany-Catrice dans *Les Nouveaux Indicateurs de richesse* (2005) : « S'il est vrai que la croissance ne règle pas tout, elle apparaît à beaucoup, et à juste titre, comme capable de dégager des marges de manœuvre et d'améliorer certaines dimensions de la vie quotidienne, de l'emploi, etc. »

La décroissance ne s'inscrit donc pas dans l'échiquier politique contemporain. Ce mouvement dépasse les clivages traditionnels à travers une invitation à dépasser le para-

digme* de croissance productiviste. V. Cheynet n'hésite pas à aller jusqu'à comparer la décroissance avec la Résistance sous l'occupation allemande durant la Seconde Guerre mondiale. Selon lui, la décroissance se veut « plurielle et diversifiée ». Touchant à une question de survie de la société, elle est par conséquent transversale à la démocratie. Cette vision n'exclut pas l'existence de lectures de droite et de gauche de la décroissance. Mais alors, quelles sont les différences entre de telles approches sur certaines questions de société ? Deux exemples peuvent être retenus : celui de la question des pays du Sud et celui du rôle de l'État et de la propriété privée.

Malgré le postulat défendu par de nombreux décroissants selon lequel la décroissance est un projet transversal, voire universaliste, il est tout de même possible de considérer qu'il existe en son sein plusieurs sensibilités. Si, comme l'indique V. Cheynet en 2006, la plupart des décroissants sont de gauche, une sensibilité de droite de la décroissance peut être repérée. Ainsi, comme l'indique X. Dupret, chercheur au Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (GRESEA), « tout semble opposer deux écoles au sein des courants décroissants. Face à l'aile incarnée par un Latouche qui idéalise le passé "holiste" des sociétés jadis colonisées et néglige le prolongement de ce penchant anti-individualiste dans l'affirmation des droits de la collectivité devant les investisseurs privés, on opposera la primauté du politique sur l'économique et de l'égalité sur la diversité telle que défendue par C. Comélieu ». Ces différences de sensibilité peuvent être identifiées à travers les ouvrages de ces deux auteurs : pour S. Latouche, *Le Pari de la décrois-*

sance (2006) ; et pour C. Comélieu, *La Croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable* (2006).

Concernant le recours à l'indicateur de croissance du PIB dans la décroissance, S. Latouche développe une position radicale en condamnant fermement toute référence à cet indicateur y compris dans les pays du Sud. De son côté, Comélieu développe un point de vue moins tranché, puisqu'il considère que la mesure du bien-être, *via* l'indicateur du PIB, ne peut pas constituer l'indicateur principal de mesure mais que cet indicateur restera sans doute pour un temps non négligeable le critère principal de progrès des sociétés, notamment dans les pays du Sud.

D'autre part, S. Latouche défend le modèle des communautés rurales et réfute toute référence à un seuil national de pauvreté sur la base duquel pourrait être déterminée une volonté politique. Les questions relatives à la répartition du revenu national demeurent assez peu développées au profit d'un argumentaire autour de la solidarité et de l'entraide locale. Cette vision est quelque peu différente de celle de Comélieu, qui considère que la croissance économique est nécessaire pour les pays du Sud au moins dans un premier temps jusqu'à ce que les besoins primaires soient satisfaits. Ainsi, ajoute-t-il qu'il faut garantir la continuation du progrès social dans les pays du Nord tout en modérant la croissance.

Face à la notion de propriété privée, les avis divergent. Dans l'approche de Latouche, la notion de propriété privée n'apparaît pas comme une problématique majeure face aux enjeux de la croissance. Autrement dit, la propriété des

fruits de la croissance, donc sa répartition, n'est pas un problème crucial. Ce qui est avant tout souligné par Latouche, c'est la sortie de la logique même de progrès. Une partie conséquente de ces travaux souligne les bienfaits des sociétés précoloniales ou les communautés rurales, bref idéalise quelque peu le passé. Pour sa part, Comélieu est plus réservé sur la notion de propriété privée, qu'il considère comme « un instrument dont la légitimité sociale varie selon les applications » (p. 164). Cette approche laisse donc entrevoir un rôle à jouer pour l'État dans une société de décroissance.

En France, et ce malgré ces difficultés de positionnement politique, les partisans de la décroissance n'ont pas hésité à sauter le pas et à s'engager en politique. Des mouvements ou partis tels que l'association AdOC-France, regroupant le Parti pour la décroissance (PPLD) et le Mouvement des objecteurs de croissance (MOC) ont fait leur entrée en politique. Mais leur positionnement est délicat puisqu'ils fondent leur offensive politique à droite en critiquant la croissance verte, et à gauche en rejetant le développement. Alors que beaucoup d'entre eux souhaiteraient un rapprochement vers les forces de gauche (vers les écologistes, les altermondialistes ou les communistes), leurs vives critiques du développement les en éloignent. Les partis de gauche, en particulier d'extrême gauche, mettent au cœur de leur projet la critique du rapport social inégalitaire à travers la lutte des classes. Les défenseurs de la décroissance s'attachent davantage à critiquer l'imaginaire social marchand et occidental. Malgré la convergence de certaines de leurs propositions, de telles divergences ne peuvent rendre crédible un quelconque rapprochement.

À la question « la décroissance est-elle de gauche ? », force est donc de constater que la réponse n'est pas aussi simple. La décroissance en tant que concept en construction favorise la diversité des interprétations. Le positionnement politique de la décroissance ne peut en tout cas se limiter uniquement à une lecture bipartite : une première reposant sur une lecture radicale du projet, plutôt de droite, et une seconde fondée sur une diversité des trajectoires vers la décroissance. Il existe très certainement d'autres critères qui conduisent à nuancer la lecture. L'absence d'une théorie de la transition vers la décroissance ou l'ancrage à une théorie du changement rend difficile toute conjecture en la matière. Le passage brutal à une société de décroissance semble improbable et il faudra certainement déterminer de grandes étapes de changement progressif des sociétés. En l'état actuel, la description très vague de la conduite du changement vers la décroissance induit une analyse politique de la décroissance sûrement caricaturale, conséquence du degré de maturité du projet.

« Décroissants et économistes ne font pas bon ménage. »

*The only people who believe in infinite growth in a finite world
are madmen and economists.*

[Ceux qui croient à une croissance infinie dans un monde fini
sont soit fous, soit économistes.]

Citation attribuée à Kenneth Boulding,
ancien président de l'American Economic Association

Les objecteurs de croissance n'ont pas de mots assez durs pour exprimer ce qu'ils pensent des économistes toutes tendances confondues : « gourous », aveuglés par les « allant de soi » de la « religion » économique, assénant leurs lois « naturelles » (Latouche), drogués de la croissance, « nouveaux mages de nos sociétés enrichies d'insignifiances » (Besson-Girard), arrogants, « dictateurs » imposant « l'ordre naturel », « prêtres à longues et courtes robes de l'intégrisme économiciste » (Homs) ayant « bousillé la planète » (Ariès)... En retour, et à quelques exceptions près, les économistes ignorent royalement le mouvement en faveur de la décroissance et même lorsqu'ils envisagent « un monde sans croissance » (D. Cohen, *Le Monde*, 8 décembre 2009), aucune référence explicite ou implicite n'est faite aux arguments des objecteurs de croissance. Alors d'où vient ce désamour entre économistes et tenants de la décroissance ?

Bien que gênante, la posture d'une majorité d'objecteurs de croissance consistant à mettre dans le même sac tous

« les » économistes sous prétexte qu'ils défendent unanimement la voie de la croissance, n'est pas suffisante en soi pour expliquer la brouille entre les deux communautés. Quiconque s'intéresse même de loin à l'économie ne peut que constater la très grande hétérogénéité qui caractérise ce champ disciplinaire. Aux côtés des économistes « praticiens », présents dans à peu près tous les domaines d'activité de la société (entreprises de la construction, banques, industries, organismes financiers, sociétés d'import-export, etc.), et dont les métiers diffèrent considérablement les uns des autres, on trouve les économistes « théoriciens » qui constituent une population tellement plurielle qu'on peut légitimement s'étonner de l'étonnement de J.-C. Besson-Girard, le directeur de publication de la revue *Entropia*, sur le fait qu'il puisse exister « des économistes de bords politiques opposés (*sic*) » (*Entropia*, n° 2, 2007, p. 5). Car il existe bel et bien des économistes de bords politiques opposés, comme il existe des théoriciens et des adeptes de l'économie appliquée, des champions de la corrélation et de l'économétrie et des historiens de la pensée économique, des tenants de l'orthodoxie la plus pure et de multiples écoles hétérodoxes. L'économie de l'environnement et l'économie sociale et solidaire constituent d'ailleurs des sous-disciplines reconnues et attirant un nombre croissant de jeunes économistes. Il existe même des économistes capables de dénoncer les méfaits de la mondialisation comme J. Stiglitz par exemple et d'autres de se moquer des insuffisances (et aussi de la suffisance) des économistes, comme K. Boulding ou J. M. Keynes.

Bien que posant problème, ce n'est pas non plus la confusion fréquente chez les objecteurs de croissance entre « éco-

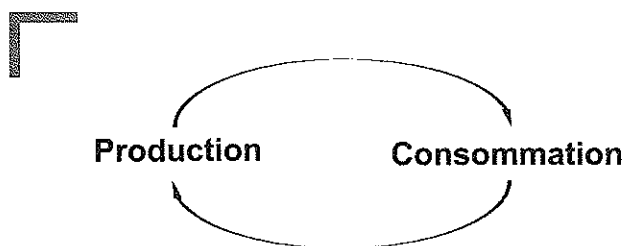
nomie » et « capitalisme » ou entre « économie » et « productivisme » qui constitue la principale raison du divorce. Le mouvement de la décroissance dans son ensemble s'est bâti sur la croyance que l'économie serait une invention récente liée au capitalisme : « D'emblée l'économie fait problème, elle n'est pas là comme ça, naturellement, que ce soit comme domaine ou comme logique de comportement, autrement dit, il n'y a pas de substance ou d'essence de l'économie. » (S. Latouche, *L'Invention de l'économie*, 2005, p. 13). Ce qui conduit P. Ariès, par exemple, à affirmer logiquement qu'il n'y avait pas d'économie avant le capitalisme (*Décroissance ou barbarie*, 2005) et d'appeler à « abolir la société économique ». Or, s'il est indéniable que « la réflexion économique (...) surgit dans le prolongement de l'émergence d'une pratique qui prend et constitue un sens économique progressivement à travers une théorie qu'elle contribue à supporter et susciter » (S. Latouche, *op. cit.*, p. 16), on ne saurait pour autant réduire l'économie à la seule forme historique qu'elle revêt durant le capitalisme. Pour l'économiste J.-M. Harribey, la posture consistant à nier la distinction entre « catégorie anthropologique » et « catégorie historique » de l'économie est tout simplement intenable (*Contretemps*, n° 18, 2007, p. 143). On en veut pour preuve la référence à un « procès réel » par S. Latouche pour qualifier l'existence de « pratiques matérielles » dans les premières sociétés humaines (*op. cit.*, p. 14-15) ou bien encore l'idée finalement défendue par P. Ariès que « dans une société traditionnelle, la technique (tout comme l'économie) reste fondamentalement encadrée dans le social » (*op. cit.*, p. 96).

La véritable pomme de discorde entre économistes et tenants de la décroissance est à rechercher au niveau des

croyances, c'est-à-dire à la base de ce qui détermine les représentations des uns et des autres : « c'est précisément sur le registre de ces croyances que les objecteurs de croissance fondent leur combat contre la dictature de l'économisme », souligne J.-C. Besson-Girard (*op. cit.*, p. 5). En d'autres termes les objecteurs de croissance ne voient pas le monde de la même manière, ne croient pas aux mêmes choses et, en un mot, ne partagent pas le même paradigme* que les économistes. Le terme paradigme est utilisé ici au sens de *Weltanschauung* (vision du monde) défini par T. Kuhn en 1962 dans *La Structure des révolutions scientifiques*, c'est-à-dire comme l'ensemble de croyances, d'expériences et de valeurs qui influence la façon dont l'individu perçoit la réalité et réagit à cette perception. Les économistes, donc, ne définissent pas l'environnement de la même manière que les objecteurs de croissance parce qu'ils ne le perçoivent tout simplement pas de la même manière que ces derniers, ils ne sont pas sur les mêmes rails. Quelles sont donc les spécificités des paradigmes en présence et surtout qu'est-ce qui les oppose autant ? C'est N. Georgescu-Roegen qui répond le premier à cette interrogation dans *Demain la décroissance*, son ouvrage phare publié en 1979 et dans lequel l'auteur va poser les bases de ce qu'il nomme la *bioéconomie*.

N. Georgescu-Roegen commence par s'interroger sur ce qui est au cœur du paradigme des économistes et il constate que tout repose sur le modèle de la mécanique newtonienne (ou mécanique classique). L'auteur s'étonne de ce choix dans la mesure où le dogme mécaniste a été détrôné en physique et a largement perdu son emprise dans le monde de la philosophie. Pourtant, malgré les avancées qu'a connues la

science économique, rien n'est jamais intervenu pour faire dévier la pensée économique de l'épistémologie mécaniste. La mécanique newtonienne, décrivant le mouvement des corps, repose sur des principes formulés par Newton dans son fameux *Principia Mathematica* de 1687, au premier rang desquels on peut citer le principe d'inertie (le mouvement de tout corps est la résultante des forces qui s'applique à lui), le principe fondamental de la dynamique de translation (l'accélération d'un corps est proportionnelle à la résultante des forces qu'il subit et inversement proportionnelle à sa masse), le principe des actions réciproques (deux corps en interaction exercent l'un sur l'autre des forces de sens opposé). Ce modèle conduit à adopter une vision du monde qui admet les notions de conservation (de la quantité de mouvement des systèmes), de réversibilité ou encore de déterminisme (puisque tout mouvement est le résultat de forces quantifiables). C'est précisément ce que reproche N. Georgescu-Roegen à la science économique, qui continue de penser l'ensemble du processus économique comme un modèle économique autonome et se suffisant à lui-même : « Preuve en est – et elle est éclatante – la représentation dans les manuels courants du processus économique par un diagramme circulaire enfermant le mouvement de va-et-vient entre la production et la consommation dans un système complètement clos. » (N. Georgescu-Roegen, *La Décroissance*, édition de 2008, p. 65).



Le circuit économique est traditionnellement représenté par les économistes par un diagramme « fermé » (c'est-à-dire ne tenant pas compte des interactions avec l'énergie et la matière) allant de la production à la consommation en passant par un nombre variable d'étapes intermédiaires : investissements, revenus, épargne...

L'école néoclassique, qui prétend faire de la science économique « la mécanique de l'utilité » (W. S. Jevons, *Théorie de l'économie politique*, 1871) est particulièrement visée par ce constat. Mais les économistes marxistes n'échappent pas non plus à ce biais puisque leur fameux diagramme de reproduction introduit par Marx représente également le processus économique comme un mouvement parfaitement circulaire et déconnecté de l'écosystème naturel. « La seule différence est que Marx a prêché ouvertement que la nature nous offre tout gratuitement, tandis que les économistes orthodoxes l'ont admis tacitement. » (*Op. cit.*, p. 89). Ce premier constat explique donc pourquoi les objecteurs de croissance contemporains ont tendance à mettre « tous » les économistes dans le même sac et à considérer que la science économique (toutes théories confondues) présente la fâcheuse tendance de vivre « hors sol » (selon l'expression de V. Cheynet, *Le Choc de la décroissance*, 2008, p. 18). Tout

l'objet de la *bioéconomie* consiste alors à faire revenir les économistes les pieds sur Terre, c'est-à-dire à repenser les croyances sur lesquelles repose la science économique dans son ensemble.

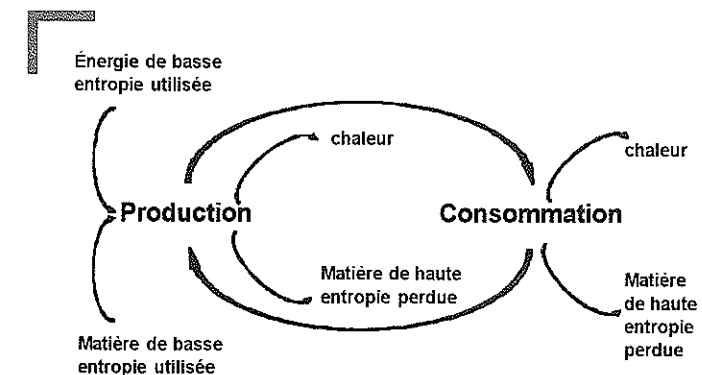
Suivant l'invitation de Sir W. Petty à considérer que « le travail est le père et la nature la mère de toute richesse », N. Georgescu-Roegen se propose alors de reconstruire le paradigme de l'économie sur la base de la thermodynamique et non de la mécanique. Pour ce faire, l'auteur considère que les ressources physiques doivent en priorité être mesurées en termes physiques. N. Georgescu-Roegen rappelle alors les deux lois de la thermodynamique. La première est une « loi stricte de conservation », qui garantit que dans tout système isolé (comme l'est la Terre par exemple) la quantité de matière et d'énergie reste constante. Selon cette loi, rien ne se perd, rien ne se crée et tout se transforme. Cette première loi permet que tout processus (y compris économique) « puisse avoir lieu dans un sens ou dans l'autre, de telle sorte que tout le système revienne à son état initial, sans laisser aucune trace de ce qui est advenu » (*op. cit.*, p. 95). La deuxième loi, dite de l'entropie*, introduit une distinction nouvelle entre énergie *utilisable* et énergie *inutilisable*. Tout processus (y compris économique), rendu possible par la première loi, transforme de manière irréversible de l'énergie et de la matière utilisables (dites de *basse entropie*) en énergie et matière inutilisables (dites de *haute entropie*). L'entropie du système, lorsque celui-ci est isolé, augmente alors continuellement et irrévocablement vers un maximum qui correspond à une situation où toute l'énergie et la matière utilisable et accessible a complètement disparu.

« En conséquence, le destin ultime de l'univers n'est pas la "mort thermique" (comme on l'avait d'abord cru) mais un état plus désespérant : le chaos. » (*Op. cit.*, p. 96).

Quelles seraient les conséquences de cette nouvelle vision du monde sur la science économique ? Elles seraient tout simplement révolutionnaires, au sens où la pensée économique dans son ensemble se trouverait affectée par les lois de la thermodynamique. Dans la perspective *bioéconomique* ouverte par N. Georgescu-Roegen, tous les concepts économiques, toutes les théories, tous les instruments de mesure de la richesse, les notions même de rendement, de productivité et d'efficacité seraient à revoir. Tentons ici, à travers quelques exemples, de redéfinir ce que pourrait devenir l'économie si elle reposait sur un tel paradigme thermodynamique.

Tout d'abord, si le processus économique était pensé en termes physiques, il cesserait immédiatement d'être perçu comme un diagramme circulaire et clos et serait appréhendé dans ses multiples interactions avec l'environnement. La figure ci-dessous donne un aperçu non exhaustif des interactions possibles. Dans une approche bioéconomique, l'ensemble du procès économique devient une vaste machine à transformer de l'énergie et de la matière de basse entropie (utilisable) en énergie et matière de haute entropie (inutilisable) et le tout dans une gabegie considérable. N. Georgescu-Roegen constate, par exemple, que « non seulement l'entropie de l'environnement augmente à chaque litre d'essence dans le réservoir de votre voiture, mais encore une part substantielle de l'énergie libre dans cette essence, au

lieu d'actionner votre voiture, se traduira directement par un accroissement supplémentaire d'entropie » (*op. cit.*, p. 99-100). Le procès économique n'est en cela pas bien différent de notre propre fonctionnement biologique. Songez, par exemple, que seulement 30 % de l'énergie produite dans nos muscles, grâce aux nutriments et au dioxygène qui y arrivent, sont utilisés pour la contraction musculaire et que le reste (soit quand même 70 %) est purement et simplement perdu sous forme de chaleur ! (Voir C. Lizeaux et R. Tavernier, *Sciences de la vie et de la Terre*, 2006, p. 65).



Le circuit bioéconomique établit toujours une relation entre la production et la consommation, mais tient compte également des ponctions énergétiques et matérielles réalisées sur la nature utilisable et des déperditions (chaleur et particules de matières devenues inutilisables) tant du côté de la production que de la consommation et de toutes les autres étapes du processus économique (investissements, revenus, etc.).

Ensuite, les concepts traditionnels des économistes se trouveraient complètement bouleversés dès lors qu'ils seraient pensés en termes bioéconomiques.

Le progrès technique, par exemple, ne pourrait plus être défini comme une augmentation de la production pour une quantité constante de facteurs de production mais plutôt comme un élargissement de la gamme *accessible* d'énergie et de matière utilisables (de *basse entropie*). Une nouvelle distinction est donc introduite ici entre basse entropie *accessible* et basse entropie *inaccessible*. Le progrès technique ne fait que rendre accessible ce qui était inaccessible auparavant, mais il ne soustrait pas le processus économique à la loi de l'entropie.

Autre exemple : le recyclage des déchets ne pourrait plus être perçu comme un procédé de traitement permettant de réintroduire dans le cycle de production des déchets mais bien comme un processus contribuant à ponctionner de l'énergie et de la matière de basse entropie accessible pour transformer les déchets en biens nouveaux. Le recyclage reste donc prisonnier de la loi de l'entropie.

Ces exemples (progrès technique, recyclage) ne font qu'illustrer la véritable rupture que représente la *bioéconomie* par rapport à l'économie telle qu'elle est pensée aujourd'hui dans la tête des économistes. Plus que la « décroissance », c'est la *bioéconomie* qui constitue le véritable « mot-obus » pour la science économique. Elle constitue un programme de recherche si novateur pour les économistes qu'elle ne leur laisse guère que deux options possibles : l'adopter ou la

rejeter... Certains, comme l'économiste américain H. Daly, se revendiquant aussi bien de N. Georgescu-Roegen que de K. Boulding, ont préféré défendre l'idée d'un état stationnaire* plutôt que d'une société de décroissance. Dans un chapitre intitulé « How long can neoclassical economists ignore the contributions of Georgescu-Roegen? », H. Daly se demande si le trop peu d'attention portée à la bioéconomie ne serait finalement pas lié au fait que cette dernière est trop en avance sur son temps (*Ecological Economics and Sustainable Development: Selected Essays of Herman Daly*, 2007, p. 126). D'autres encore, ont rejeté la bioéconomie, lui reprochant son inaptitude à saisir les effets permanents d'auto-organisation et d'adaptabilité qui caractérisent l'économie dans son ensemble.

On peut se demander finalement pourquoi, après tant d'années la bioéconomie n'arrive pas à supplanter l'économie. Son pouvoir explicatif serait-il plus faible que celui de l'économie ? La corroboration de ses prédictions serait-elle plus dure à réaliser que dans le cas de l'économie ? Serait-elle plus rétive à l'expérimentation que l'économie ? I. Lakatos, rappelle que l'histoire des sciences est remplie de combats entre programmes de recherche rivaux et qu'il faut souvent beaucoup de temps avant que la postérité dégage l'intérêt heuristique d'un éventuel abandon de telle ou telle vision du monde (*Histoire et méthodologie des sciences*, 1986).

« La sortie du capitalisme est indispensable à la décroissance. »

Nous n'avons pas de système économique de rechange.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie 2001, *Le Monde*,
19 janvier 2009

Le mouvement pour une société de décroissance repose sur une critique acérée de la société de consommation de masse et du productivisme qui s'y attache. Construire une société de décroissance suppose de repenser le système des valeurs et notamment de s'affranchir du diktat consumériste. Or, remettre en cause la consommation de masse, indispensable maillon du système productif, constitue une remise en cause d'un des piliers du système capitaliste contemporain. Repenser l'imaginaire de la consommation, comme le suggèrent les partisans de la décroissance, amène donc à réinventer l'imaginaire capitaliste. Selon C. Castoriadis, en l'état actuel, le capitalisme est associé dans l'imaginaire collectif à l'accroissement illimité du bien-être matériel permis par une consommation et une production illimitées : « Le but de la vie humaine serait l'expansion illimitée de la production et de la consommation, le prétendu bien-être matériel. » (*Une société à la dérive*, 2005, p. 18). Mais s'il s'agit de redéfinir l'imaginaire capitaliste, devons-nous pour autant reconstruire un système alternatif ? Autrement dit, est-il possible de redéfinir un système de valeurs sans changer le système ? La réponse à cette question est loin d'être facile.

Avant toute chose, il convient de rappeler que les critiques du capitalisme n'induisent pas nécessairement de remettre en cause la croissance. L'approche de K. Marx en est une très bonne illustration. Marx critique le capitalisme mais ses préconisations ne rompent pas radicalement avec le système car il s'agit plutôt de mieux répartir les fruits de la croissance. La rupture souhaitée par les anticapitalistes marxistes ne considère pas la question des effets négatifs de l'activité économique sur la nature. Le politologue P. Ariès estime que « le bilan humain et écologique du socialisme réellement existant est au moins aussi terrible que celui du capitalisme ultralibéral » (*Décroissance ou barbarie*, 2005, p. 27). Selon les objecteurs de croissance, l'approche marxiste ne prend pas en compte le fait que la croissance n'est pas seulement productive; elle est aussi destructive. Comme l'indique S. Latouche, le capitalisme et le socialisme sont deux variantes du même projet de société de croissance. Dans cet esprit, la sortie du capitalisme est nécessaire mais elle ne suffit pas, car il faut casser la logique productiviste et de consommation. La croissance de l'accumulation du capital est accusée de tous les maux tandis que la croissance de la consommation donc de la production et de l'emploi est jugée souhaitable. C'est sur ce point en particulier que la décroissance se distingue de l'anticapitalisme marxiste. Mais alors, défendre l'émergence de la décroissance nécessite-t-il forcément une rupture avec le capitalisme ? Force est de constater qu'à nouveau, il existe plusieurs écoles.

Très schématiquement, et peut-être de façon caricaturale, deux écoles s'opposent. La première, représentée notamment par S. Latouche, défend l'idée selon laquelle l'édifica-

tion d'une société de décroissance est impossible sans sortir du capitalisme. Cette optique traduit une méfiance forte vis-à-vis du capitalisme dans sa capacité à réduire ses nuisances environnementales et sociales. La seconde, partagée notamment par V. Cheynet, consiste à considérer que le mouvement de décroissance ne vise pas à établir un contre-système à la place du capitalisme. Cette seconde lecture désigne la décroissance comme une opportunité de réinsuffler l'esprit critique face à une pensée dogmatique autour de la croissance. Ainsi, pour V. Cheynet : « Il existe un piège majeur pour la décroissance : celui d'être prise comme une invitation à créer de toutes pièces une "contre-société". » (*Le Choc de la décroissance*, 2008, p. 141). Il semble donc que coexistent deux positions relatives au capitalisme. L'une relativement ouverte, qui met l'accent sur le rôle bénéfique d'une décroissance plutôt idéologique bousculant les croyances, et l'autre condamnant fermement le système capitaliste. Pourtant, même cette seconde piste n'induit pas la remise à plat de tout le système. Ainsi elle considère bien volontiers que des institutions issues du capitalisme telles que la monnaie ou le marché pourront subsister dans un paradigme* décroissant. S. Latouche indique que les institutions du capitalisme ne sont pas des obstacles en soi puisque le défi consiste à les réenchâsser dans une autre logique.

Au-delà de ce positionnement « *pro* ou *anti* capitaliste », les décroissants s'accordent pour condamner le capitalisme récent qu'on qualifie de mondialisé. La mondialisation des économies, ayant favorisé le renforcement de firmes multinationales et l'explosion des échanges internationaux de biens et capitaux, accélère l'aggravation de l'empreinte éco-

logique* de l'humanité. Face à ce capitalisme d'un genre nouveau, les décroissants présentent les bienfaits des communautés rurales, des échanges locaux. Ils affirment leur attachement aux identités territoriales et contestent, comme d'autres courants avant eux, les bienfaits prétendus du libre-échange. Les productions artisanales sont alors encouragées contre les productions mondialisées et jugées sans identité.

La position des défenseurs de la décroissance par rapport au capitalisme dépend donc pour une large part de leur vision même de la décroissance. Si la définition de la décroissance se borne à une remise en cause de l'imaginaire croissant, la rupture avec le capitalisme ne semble pas nécessaire. En revanche, dès que la décroissance est appréhendée comme une société alternative à inventer, alors la sortie du capitalisme est hautement souhaitée. À nouveau, le flou de la définition même de la décroissance se traduit par des discours peu lisibles pour le grand public ce qui, il faut bien le dire, contribue plutôt à affaiblir la portée du mouvement.

« La décroissance est une utopie, faute de scénario de transition. »

À vrai dire, tout se passe comme si les partisans de la décroissance contournaient la question centrale des transitions, qu'elles soient sociale, politique ou culturelle...

Patrick Dieuaide, « La décroissance, la politique et "nous" », *Ecorev*, avril 2007

La nécessité de changer profondément les modes de vie a fait du chemin. Comme en témoigne la conférence de Copenhague de décembre 2009, la responsabilité de l'homme en matière de dégradation de l'environnement ne constitue plus une source de discorde. Pourtant, malgré un tel consensus, cette conférence met en lumière les difficultés et les blocages qu'il faudra soulever si la communauté internationale souhaite agir de manière concertée sur le dossier du changement climatique. La question de la répartition des efforts en matière de réduction des émissions de gaz à effets de serre illustre parfaitement les freins à l'adaptation progressive des comportements. Ce blocage dans l'adaptation des pays, qu'ils soient développés ou non, à un cadre nouveau de leurs activités économiques traduit la difficile mise en œuvre des préconisations issues du rapport Brundtland*, datant déjà de 1987 !

Alors que le développement durable peine à voir s'appliquer les réaménagements pour un capitalisme plus respectueux de son environnement, il semble légitime de

s'interroger sur la manière d'aboutir à une société de décroissance conviviale et soutenable. Dans cette perspective, il s'agit de décrire la ou les manières pour les sociétés contemporaines d'aboutir à une société de décroissance. Si l'on considérait la décroissance comme la solution à mettre en œuvre, il faudrait donc définir une stratégie de transition vers une telle société. La question du « comment » est donc cruciale mais elle semble quelque peu ignorée par les partisans de la décroissance, comme le souligne Dieuaide en épigraphe de ce chapitre. Par quels mécanismes peut-on faire émerger une nouvelle société de « décroissance soutenable » ? Quelles sont les grandes étapes d'un tel changement ? Quels leviers doivent être mobilisés pour faire aboutir un tel projet collectif ? Les maigres réponses apportées par les défenseurs de la décroissance à ces questions en affaiblissent clairement la pertinence et cantonnent ce concept au rang de mouvement périphérique. Cette carence dans le raisonnement décroissant renforce l'idée d'un mouvement utopique.

« La carence principale du mouvement de décroissance réside dans l'absence de scénario de transition. » C'est une des conclusions à laquelle sont parvenus certains analystes de la décroissance comme Dieuaide (2007) ou Rumpala (2009). Au-delà du constat des effets de nos modes de vie en termes d'inégalités à l'échelle de la planète, Dieuaide s'étonne de l'absence de réflexion autour des institutions, des règles et autres normes qui régissent nos sociétés. Ainsi, rien selon lui, dans le discours des décroissants ne traite de la question de la transition vers une telle société, ou en tout cas considère cette question comme une vraie difficulté à résoudre. Rumpala insiste sur l'oubli des décroissants quant

à la définition de pistes permettant de préciser « comment faire ». Selon lui, cette question est « d'autant plus justifiée que les obstacles sur un tel chemin sont nombreux ». Et d'ajouter : « D'autant plus nombreux qu'il s'agirait d'un changement profond, de large échelle et destiné à durer dans le temps. » (« La décroissance soutenable face à la question du "comment ?" », *Mouvements*, 2009, p. 158). L'ampleur du changement est telle que cette question demeure un enjeu crucial pour le mouvement de décroissance.

Lorsque l'on confronte ces interrogations à la littérature décroissante, force est de constater que les réponses sont vagues. En témoigne l'article publié par des chercheurs du Social Innovation Network (SIN), association s'élevant contre la croissance économique, dans lequel ils s'interrogent sur les voies possibles de transition vers la décroissance. Selon eux, trois discours ou approches de la transition peuvent être repérés.

Tout d'abord, la réforme de l'économie est présentée comme le moyen de réguler les activités économiques dans le but d'atteindre des objectifs écologiques et sociaux. Cette réforme s'attache à mettre en œuvre des outils tels que les taxes vertes ou les permis d'émissions négociables. Ces méthodes sont déjà appliquées par exemple en France avec la taxe d'éco-participation pour la consommation de biens durables, ou aux États-Unis avec le marché des émissions de dioxyde de soufre. Les auteurs considèrent que cette voie ne s'inscrit pas nécessairement dans la logique de décroissance puisqu'elle ne remet pas directement en cause les fondements mêmes de la croissance. Pour conforter leur rejet de

cette voie, ils citent l'économiste « décroissant » Daly (2007) : « Certains pensent que le PIB peut être multiplié par dix voire plus sans augmenter sa charge écologique – c'est-à-dire décupler l'intensité énergétique. J'ai tendance à en douter. » Très clairement, et sans surprise, ils ne se reconnaissent pas dans cette voie de la réforme du marché qui s'apparente plutôt à une logique de développement durable.

Ensuite, la mise en œuvre d'une stratégie de décroissance peut passer par une redéfinition du socialisme. La mise en œuvre d'un éco-socialisme défendu par S. Sarkar et B. Kern (2008) constitue un des moyens d'aboutir à une décroissance des émissions et à la réduction des flux de ressources. Selon eux, « la décroissance du PIB issue de cette stratégie entraînerait une chute de l'économie qui ne pourra être évitée que par la seule intervention de l'État » (*Ecosocialism or barbarism*, 2008, p. 26). Autrement dit, cela reviendrait à imposer une décroissance économique dont il faudrait inévitablement compenser les effets désastreux en recourant à l'État. Cela conduit à conférer aux collectivités territoriales un rôle considérable dans l'établissement de la décroissance. Alors que l'adhésion à la décroissance doit être de la volonté de chacun, elle serait ici le fruit de la contrainte publique. Les chercheurs du SIN soulignent en ce point une contradiction forte avec le projet de décroissance. Cette stratégie conduit également à opérer un parallèle avec la mise en place du socialisme dans les pays du bloc communiste durant le XX^e siècle. Autrement dit, doit-on craindre que la décroissance ne puisse émerger qu'au prix d'une remise en cause des libertés individuelles ?

Enfin, une troisième voie invite à dépasser la réforme du marché et l'interventionnisme étatique en redéfinissant la

base même de la société. Cette stratégie se présente comme une critique du marché et de l'État. La décroissance émane des initiatives locales qui se situent hors du marché. Cela revient à dire que la transition vers la décroissance repose sur de nouvelles pratiques productives et sociales à un niveau local ou territorial. La généralisation de ces initiatives locales devrait suffire à marginaliser l'économie traditionnelle. Ces initiatives pourraient prendre la forme de communautés ou de regroupements par quartiers dans les villes. L'idée est que la phase de transition verrait cohabiter les structures productives traditionnelles (au sein de l'économie marchande monétarisée) et les logiques locales telles que des coopératives, lesquelles ne seraient pas subordonnées à l'autorité publique. Les collaborations de proximité se verraient accompagnées par une législation appropriée.

Si la troisième voie semble celle privilégiée par les tenants de la décroissance, le scénario semble bien vague. La redéfinition de la société à partir de sa base fondée sur la promotion de toutes formes d'initiatives locales permettant de s'affranchir du système marchand traditionnel paraît fort difficile à mettre en œuvre à large échelle. Malgré l'espoir que suscite le titre de cette contribution des membres du SIN, les contours de la stratégie à mener restent trop vagues, eu égard à l'importance de l'enjeu de la question. Mais alors que pourrait bien contenir une stratégie de transition ? Autrement dit, quelles seraient les étapes indispensables à préciser pour rendre ce projet crédible ?

Les expériences de changement systémique à travers l'histoire peuvent apporter des éléments intéressants pour la

réflexion. Elles montrent en général que la transition est loin d'être un processus linéaire et déterministe. Le socialisme réel pratiqué au XX^e siècle, présenté comme une « transition » du capitalisme vers le communisme, n'a jamais su rompre radicalement avec les formes institutionnelles (formelles et informelles) et les organisations sociales héritées du passé : ainsi, le marché n'a jamais disparu dans les pays socialistes (A. Katsenelinboigen allant même jusqu'à proposer une typologie à huit catégories de marchés dans le cas de l'URSS), la monnaie a perduré malgré les différentes tentatives pour en restreindre l'usage (en particulier dans la sphère de production), les cycles économiques se sont accentués (alors qu'ils étaient censés disparaître du fait même de la planification centralisée et impérative de la production) et enfin, la pénurie s'est généralisée là où l'abondance était attendue.

Lorsque les pays européens du bloc de l'Est sortent du socialisme au début des années 1990, on se trouve à nouveau confronté à une expérience de changement systémique de grande ampleur. Les réformateurs libéraux de l'époque pensaient qu'il suffirait de détruire l'ancien (la planification et les institutions qui lui étaient associées) afin que le neuf (à savoir l'économie de marché) émerge spontanément. Il s'en est suivi une avalanche de réformes basées sur la libéralisation de l'économie, la stabilisation des variables macroéconomiques et la privatisation des entreprises publiques. Deux décennies plus tard, le constat est édifiant : les monopoles publics, devenus désormais privés, ne sont pas plus efficaces qu'avant (W. Andreff, *Économie de la transition*, 2007) ; certaines entreprises sont devenues ingouvernables du fait de

leur propriété partagée par une multitude de petits actionnaires (« propriété enchevêtrée » selon l'expression d'É. Magnin) ; la récession a duré beaucoup plus longtemps que prévu, si bien qu'il a été nécessaire d'introduire le concept de « récession transformationnelle » (J. Kornai, « Transformational recession », *Journal of Comparative Economics*, 1994), avec des coûts sociaux considérables (chômage, paupérisation, précarisation des salariés, disparition de la plupart des services publics, détérioration des systèmes de soins...) ; l'*Homo œconomicus** (c'est-à-dire cet agent économique rationnel maximisant en permanence son profit ou son utilité sous contrainte de ressources) n'a jamais été le modèle général de comportement des agents économiques post-socialistes, si bien qu'un concept nouveau a dû être formulé, celui d'*Homo sovieticus* (désignant des agents économiques préférant acheter plus cher des biens de moindre qualité à des fournisseurs connus de longue date). D'aucuns préfèrent le terme « économie de réseaux » plutôt qu'« économie de marché » pour décrire l'état des sociétés est-européennes aujourd'hui.

Quelles leçons retenir de ces formes historiques du changement ? Tout phénomène de transition systémique (voulue ou subie) correspond à une mutation des formes institutionnelles (formelles et informelles) autant déterminée par les acteurs ayant le pouvoir de fixer les nouvelles règles (*path-shaping*) que par l'héritage du passé (*path-dependency*), des situations de « blocages » (*lock-in*) et de « trouvailles systémiques » étant fréquentes. C'est en ce sens que K. Marx mettait en garde sur le fait que « la société communiste (...) n'est pas celle qui s'est développée sur ses bases propres,

mais au contraire celle qui vient d'émerger de la société capitaliste ; c'est donc une société qui, à tous égards (...) porte encore les stigmates de l'ancien ordre » (*Critique du programme de Gotha*, 1875). De ce point de vue, plusieurs approches contemporaines du changement pourraient constituer des outils précieux (et pour l'instant ignorés par les décroissants) pour penser la transition vers la décroissance : les théories du changement technique (David, 1985), l'économie institutionnaliste dans son ensemble avec ses différents courants (Schmoller, Veblen, Hamilton, Commons, Williamson), les approches organiques et pragmatiques du changement (Menger), les théories hétérodoxes de la transformation post-socialiste (Jessop et Hausner, Andreff, Magnin et Chavance, Nielsen) pour ne citer qu'elles.

Rumpala propose justement de dessiner ce que pourraient être les contours d'une stratégie de transition vers la décroissance (*op. cit.*, 2009). Pour ce faire, il la compare à l'étude des « transitions démocratiques ». Il considère que l'analyse des transitions des régimes autoritaires vers la démocratie peut s'avérer une idée féconde pour la décroissance. Dans cette perspective, le régime capitaliste de croissance serait en quelque sorte le régime autoritaire duquel il faudrait s'extraire. Un tel changement nécessite de définir la ou les modalités permettant l'adaptation progressive de l'organisation capitaliste actuelle à l'organisation décroissante. Selon lui, il ne peut y avoir de passage à une société de décroissance sans que les propositions des décroissants ne soient articulées dans une théorie du changement. Cette théorie du changement doit par conséquent permettre de relier l'ensemble des problématiques sociale, culturelle, économique,

institutionnelle dans une vue d'ensemble. Ainsi, trois axes de réflexion devraient être approfondis.

Premièrement, la réflexion doit porter sur les conditions de diffusion et d'acceptation des nouvelles pratiques (sur la consommation, sur les relations sociales, sur le travail, etc.). Cet axe nécessite de mettre en place un dispositif permettant de redéfinir les préférences individuelles et collectives. Il faut donc s'attaquer aux valeurs et aux intérêts existants dans la société. Sur ce plan, l'auteur est sceptique sur l'impact des marches contre la publicité et la consommation de masse. Comment peut-on diffuser un projet de rejet de la consommation dans le contexte consumériste actuel ? Comme l'indique Rumpala, il ne suffit pas de décréter de « décoloniser l'imaginaire » pour que tel soit le cas. Il faut « aborder plus précisément les dynamiques qui conduisent à la définition des aspirations, valeurs, croyances et idées dominantes ». Sur ce point, il suggère de se reporter aux travaux récents en sciences sociales concernant les moteurs du changement dans les systèmes de valeurs. Pour lui, il faut démêler les liens existants entre valeurs, besoins, intérêts avant de prétendre engager une transition vers un autre modèle.

Deuxièmement, la question de la généralisation de ces pratiques et la capitalisation de ces nouvelles expériences constituent un axe privilégié de réflexion. L'objet est de comprendre les déterminants de ces pratiques afin d'en assurer leur propagation dans la société. Dans cette optique, il est important de travailler à informer les populations sur les avantages associés à certaines pratiques. Lorsque, par

exemple, les objecteurs de croissance prônent la culture de l'usage plutôt que de la propriété des biens, il convient d'informer sur le gain d'un tel comportement. Mais il faut également prendre en compte les contextes à la fois sociaux, culturels, institutionnels qui souvent contraignent les choix individuels et collectifs. Ainsi en matière de transport, le rejet de l'usage de l'automobile ne peut être affirmé aussi simplement pour des ménages localisés dans des zones périurbaines ou rurales.

Troisièmement, une réflexion approfondie doit porter sur le travail de coordination des initiatives locales telles que les circuits de distribution courts, les systèmes d'échanges locaux, etc. Cet axe porte sur la fragmentation des initiatives locales. Comment peut-on déterminer une démarche de collaboration, de mise en réseaux des nouvelles pratiques locales ? Dans le cas de la définition de réseaux de distribution locaux, il convient de s'interroger sur les moyens permettant de s'affranchir des réseaux traditionnels des supermarchés. L'idée est de trouver des moyens de développer des réseaux sur la base des initiatives locales à succès souvent considérées comme expérimentales.

Sur la base de ces trois axes de réflexion, Rumpala invite les décroissants à dépasser la simple critique d'un modèle pour trouver les voies possibles de sortie. « Pour que le "projet de décroissance soutenable" soit crédible, il serait au moins utile d'avancer dans la clarification des processus ciblés et des leviers d'action envisageables. » (*Op. cit.*, p. 166).

À la question du « comment faire ? », les réponses restent encore vagues. Décrire un projet politique et social en se

focalisant quasi exclusivement sur ce que devraient être les relations sociales et économiques ne suffit malheureusement pas pour convaincre le plus grand nombre. La description du projet cantonnée pour une part importante à la critique de l'existant ne peut en aucun cas suffire à en définir les contours. Les conditions de réalisation de ce projet et notamment les étapes permettant de passer d'une situation actuelle jugée insupportable vers une situation idéale, sont certainement au premier plan dans un processus d'acceptation du grand public. Malgré tous les efforts des objecteurs de croissance pour nous convaincre du bien fondé de leur mouvement, la question de la transition est en quelque sorte le « talon d'Achille » de la décroissance. L'absence de réflexion plus approfondie sur cette question ouvre la brèche à des critiques liées aux dérives potentielles dans la mise en place du projet. En conséquence, tant qu'un scénario crédible ne sera pas construit, la décroissance demeurera marginalisée et relayée au rang d'utopie.

*Peut-être le destin de l'homme est-il d'avoir une vie brève
mais fiévreuse, excitante et extravagante,
plutôt qu'une existence longue, végétative et monotone.*

Nicholas Georgescu-Roegen, *La Décroissance*,
3^e édition revue et augmentée, 2008

Au moment de conclure ce livre, il faut bien reconnaître que la décroissance est une vraie bonne idée.

D'abord parce qu'en portant l'attention sur les méfaits du capitalisme actuel (et en particulier sur le productivisme à tous crins, la domination de la technique et de l'économisme, l'épuisement accéléré des ressources naturelles, la consommation effrénée, l'effet rebond associé aux innovations, le mépris à l'encontre des travailleurs, etc.), elle donne à voir toute l'impasse du développement actuel de nos sociétés. La décroissance est également une bonne idée parce qu'elle conduit à nous réinterroger en profondeur sur nos certitudes, sur la notion de bonheur et finalement sur le sens de nos vies. C'est enfin une bonne idée parce qu'elle propose une autre vision du monde, basée sur la *bioéconomie*, ce qui ne peut que faire progresser notre compréhension générale des phénomènes qui nous entourent et notre compréhension du système économique en particulier.

Toutefois, parce qu'elle porte en elle ses propres limites, la décroissance peut apparaître finalement comme une vraie fausse bonne idée.

D'abord parce qu'une société de décroissance infinie n'a pas plus de sens qu'une société de croissance infinie, sauf à faire tendre toute forme de vie vers l'annihilation. Ensuite, parce que la radicalité et la virulence du discours des objecteurs de croissance procèdent d'une sorte d'idéalisation de la décroissance cette dernière devenant, par effet de ricochet, comparable à l'idéal des marchés parfaits des économistes orthodoxes, précisément décrié par le discours décroissant ! À cela, il faut ajouter que la société de décroissance (ou le « programme bioéconomique minimal » selon l'expression de N. Georgescu-Roegen, *La Décroissance*, 2008, p. 139) n'échappe aucunement à la loi de l'entropie* et ne fait que retarder (pour une période indéterminée) l'avènement du chaos final. Enfin, parce que beaucoup de nos concitoyens n'ayant qu'une connaissance parcellaire du concept de décroissance et n'en saisissant pas bien la cohérence d'ensemble, sont amenés à développer des pratiques qui, sans conduire à une économie significative de basse entropie, sont susceptibles de mettre leur santé (voire leur vie) en danger (se nourrir de détritiques, vivre isolé, adopter des régimes alimentaires particuliers sans aucun suivi médical, etc.).

En définitive, puisque « la loi de l'entropie est la seule loi dont la prédiction n'est pas quantitative » (*op. cit.*, p. 98), elle confère à l'humanité « une certaine marge de liberté » (*ibid.*) quant au choix de société qu'elle souhaite développer. En ce sens, la décroissance ne constitue qu'une option envisageable parmi une palette d'autres solutions possibles, sachant que toutes restent imparfaites parce que prisonnières de ladite loi de l'entropie.

Dans l'épigraphe de cette conclusion, N. Georgescu-Roegen semble hésiter entre deux destins possibles pour l'homme. Il délimite ainsi les deux bornes extrêmes de l'intervalle des avénirs possibles avant d'indiquer finalement que les choix pragmatiques, à défaut d'être optimaux, sont certainement les meilleurs : « Le mieux que nous puissions raisonnablement espérer, c'est d'apprendre à nous abstenir de causer des dommages "inutiles" et à protéger l'avenir de notre espèce en protégeant les espèces qui nous sont bénéfiques, même au prix de certains sacrifices. Une protection totale et une réduction absolue de la pollution constituent des mythes dangereux qui doivent être dénoncés comme tels. » (*Ibid.*, p. 146). Même si N. Georgescu-Roegen était pessimiste sur la capacité de l'humanité à s'entendre collectivement sur le chemin à suivre, gageons tout de même que le pragmatisme et le bon sens finiront par l'emporter et dégageront une voie consensuelle qui ne sera ni fièvre, ni monotonie.

A

NNEXES

Une définition est plus facile à réfuter qu'à établir.

Aristote, *Topiques*, IV^e siècle av. J.-C.

Club de Rome : Association à but non lucratif de droit suisse créée en 1968 à l'initiative de l'industriel italien Aurelio Peccei.

Entropie (loi d') : Concept inventé par Rudolf Clausius en 1965 en référence au deuxième principe de thermodynamique découvert par Sadi Carnot en 1824. Cette loi décrit le processus par lequel l'énergie libre (utilisable) se transforme en énergie liée (inutilisable). Plus l'entropie d'un système est élevée, moins ses éléments sont ordonnés et plus grande est la part de l'énergie requise pour l'obtention d'un travail. Nicholas Georgescu-Roegen étend cette loi à la matière en 1979, montrant que l'activité productive est par nature entropique, ce qui rend tôt ou tard sa décroissance inévitable.

État stationnaire : Notion développée par les classiques anglais (Ricardo, Malthus, Mill) décrivant une situation de l'économie dans laquelle les croissances du capital et de la population sont nulles. L'avènement de l'état stationnaire est irréversible pour les classiques en raison des rendements décroissants dans l'agriculture qui compriment les profits jusqu'à les faire disparaître.

Empreinte écologique (*ecological footprint*) : Notion introduite par W. E. Rees et M. Wackernagel pour désigner la superficie productive de sol et d'eau nécessaire pour assurer la subsistance d'un individu (ou d'une collectivité) et pour absorber les émissions de gaz à effet de serre qu'il produit. En 2009, la moyenne mondiale de l'empreinte écologique* était de 2,5 ha par personne, avec un écart très important entre pays allant de 9,6 et 9,5 ha respectivement pour les Émirats arabes unis et pour les États-Unis à 1,1 et 0,9 ha pour le Kenya et l'Inde.

Effet-rebond : Notion illustrant le fait que toute nouvelle innovation permettant d'économiser de l'énergie et des matières premières pour fabriquer un produit est compensée par un regain de la consommation et *in fine* par une augmentation des quantités produites. Une voiture qui consomme moins de carburant, par exemple, incite à parcourir plus de kilomètres qu'une voiture plus consommatrice, car elle permet d'aller plus loin pour le même prix.

Externalités négatives : Effets dommageables pour autrui d'actions et de décisions dont les auteurs ne supportent pas la charge. Il est à noter qu'il existe aussi des externalités positives.

Homo œconomicus : représentation simplifiée des individus que les économistes ont conçue pour mieux en étudier les comportements rationnels. *L'Homo œconomicus* est supposé être doté d'une rationalité parfaite et mû par la maximisation de son intérêt personnel sous contrainte de ressources. Les critiques adressées à cette vision simplifiée de

l'individu portent sur l'irréalisme des hypothèses, la rationalité limitée des agents, l'absence de prise en compte du contexte et la « contingence » des valeurs dont il est porteur.

Rapport Brundtland : Rendu public en 1987, ce rapport, dont le vrai nom est *Our common future*, est l'œuvre de la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (CMED). Présidée par Mme Gro Harlem Brundtland, cette commission (créée en 1983 par l'Assemblée générale de l'ONU) a pour mandat de faire le point sur les problèmes de développement et d'environnement, d'établir une liste de propositions pour une action novatrice et réaliste, de réfléchir aux modalités de la coopération internationale en matière de développement durable et de susciter une prise de conscience de l'ensemble des acteurs. Le rapport Brundtland reprend l'ensemble de ces priorités et pose les bases du développement durable.

Paradigme : Ce terme, mis à l'honneur par Thomas Kuhn (dans *Structures des révolutions scientifiques*, 1970) désigne un ensemble de références et de croyances largement adoptées par la communauté scientifique à une époque donnée.

Valeur ajoutée : Cet agrégat de comptabilité nationale est mesuré de deux manières différentes. Pour le secteur marchand, il correspond à la différence entre le chiffre d'affaires et les achats de produits que l'on transforme ou façonne (on appelle ces derniers « consommations intermédiaires »). Pour le secteur non marchand, la valeur ajoutée se mesure par les coûts de production (principalement constitués des salaires versés au personnel chargé de les produire).

La présente sélection a privilégié les titres francophones et accessibles au grand public.

Les ouvrages

Ariès Paul, *Décroissance & gratuité : moins de biens, plus de liens*, Villeurbanne, Golias, 2010.

Ouvrage pédagogique présentant en 155 pages un condensé de l'ensemble des arguments en faveur de la décroissance, seule solution aux yeux de l'auteur pour éviter la « barbarie ».

Bayon Denis, Flipo Fabrice, Schneider François, *La Décroissance : 10 questions pour comprendre et en débattre*, Paris, La Découverte, 2010.

Ouvrage qui soulève les éléments de débat autour du concept de décroissance.

Cheyne Vincent, *Le Choc de la décroissance*, Paris, Le Seuil, 2008.

Très bien construit, ce livre propose à la fois une analyse critique de la société de consommation et de la folle fuite en avant qui la caractérise, et également une liste des écueils et dérives de la décroissance

Comélieu Christian, *La Croissance ou le progrès ? Croissance, décroissance, développement durable*, Paris, Le Seuil, 2006.

L'ouvrage propose une analyse détaillée de la croissance en montrant les limites écologiques auxquelles elle se confronte. Ce livre s'adresse à un public d'initiés tout en restant synthétique et critique.

Coudray Jean-Luc, *L'Avenir est notre poubelle : l'alternative de la décroissance*, Cabris, Sulliver, 2010.

Livre original bâti autour d'une soixantaine de chapitres très courts (une page à peine), suivis d'un petit bréviaire de « pensées décroissantes » où l'humour côtoie la profondeur de vue.

De Perthuis Christian et Delbosc Anaïs, *Le Changement climatique*, Paris, Le Cavalier Bleu, coll. « Idées reçues », 2009.

Incontournable pour toute personne cherchant à comprendre les liens existants entre le climat, le développement et la croissance, cet ouvrage très bien écrit aborde tous les thèmes associés au changement climatique, y compris celui de la décroissance.

Georgescu-Roegen Nicholas, *La Décroissance : entropie-écologie-économie*, présentation et traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens, Paris, Le Sang de la terre, 1995.

La référence incontournable pour comprendre les fondements de la bioéconomie.

Gadrey Jean et Jany-Catrice Florence, *Les Nouveaux Indicateurs de richesse*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2005.

Accessible à tous, ce livre dresse les limites du PIB et de son usage et présente les nouveaux indicateurs synthétiques fondés sur des visions alternatives de l'économie.

Latouche Serge, *Le Pari de la décroissance*, Paris, Fayard, 2006.

Le rejet du développement durable et de tous les développements à particule amène l'auteur à penser la décroissance comme un renoncement au consumérisme, mais pas au bien-être qui viendrait alors de « l'ivresse joyeuse de l'austérité partagée ».

Lavignotte Stéphane, *La décroissance est-elle souhaitable ?*, Paris, Textuel, 2010.

Mise en dialogue explicative et critique des principales approches de la décroissance, en particulier développées par S. Latouche, P. Ariès et V. Cheynet.

Mylondo Baptiste, *La Décroissance économique : pour la soutenabilité écologique et l'équité sociale*, Bellecombe-en-Bauges, Éditions du Croquant/Ecologica, 2009.

Cet ouvrage restitue une partie des contributions à la première conférence internationale sur la décroissance organisée par l'association Recherche & Décroissance. La volonté de l'auteur est de faire passer la décroissance au rang de concept transdisciplinaire. Toutes les problématiques liées à la décroissance sont abordées, y compris celles de la transition vers une société décroissante. Une déclaration en faveur de la décroissance clôt l'ouvrage.

Ridoux Nicolas, *La Décroissance pour tous*, Lyon, Éditions Parangon, 2006.

Cet ouvrage engagé est idéal pour se familiariser avec la décroissance. On y trouve une critique en règle du productivisme et de l'économisme, une définition de la décroissance et de la simplicité volontaire ainsi que les conséquences positives de la décroissance.

Les rapports et articles

Clerc Denis, « De l'état stationnaire à la décroissance : histoire d'un concept flou », *L'Économie politique*, n° 22, avril 2004, p. 76-96.

Clerc Denis, « De la croissance à la décroissance », *L'Économie politique*, n° 39, juillet 2008, p. 92-106.

Benoist Alain de, « Le salut par la décroissance ? », *Éléments*, n° 119, hiver 2005-2006.

Frémeaux Philippe, « Critiquer la consommation, de la morale à l'écologie », *Alternatives économiques*, n° 283, septembre 2009.

Flipo Fabrice, « Voyage dans la galaxie décroissante », *Mouvements*, 2007/2, n° 50, p. 143-151.

Gadrey Jean, « La prospérité sans la croissance », *Alternatives économiques*, hors série n° 83, 4^e trimestre 2009, p. 61-62.

Godard Olivier, « Le développement-durable, une chimère, une mystification ? », *Mouvements*, 2004, n° 41, p. 14-23.

Latouche Serge, « Décroissance », *EcoRev*, 2007, n° 26, p. 11-16.

Robert-Demontrond Philippe, « Radiographie de l'objection de croissance : études et principes théoriques et des enjeux managériaux d'une nouvelle doctrine d'encastrement écologique de l'économie », *Revue de l'organisation responsable*, 2008/2, vol. 3, p. 33-48.

Rumpala Yannick, « La décroissance soutenable face à la question du "comment ?". Une remise en perspective par les processus de transition et leurs conditions de réalisation », *Mouvements* 2009/3, n° 59, p. 157-167.

Stiglitz Joseph, Sen Amartya, Fitoussi Jean Paul, *Rapport de la commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, 2009. Consultable à l'adresse suivante : www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm.

Ce rapport intermédiaire est le fruit du travail commun d'experts de plusieurs pays sous la direction de J. Stiglitz. Son objet est d'identifier les limites du PIB comme indicateur de performance économique et de progrès social, d'examiner les corrections qui pourraient être envisagées et de vérifier la faisabilité des instruments de mesure alternatifs proposés.

Les revues

Le nombre de revues dédiées à la décroissance connaît une croissance importante depuis le début des années 2000. Nous ne mentionnons ci-dessous que les principales.

La Décroissance (www.ladecroissance.net) : mensuel publié depuis 2002, orienté initialement contre la pub et se présentant aujourd'hui comme le journal de référence des objecteurs de croissance.

Les Cahiers de l'IEESDS : supplément du journal *La Décroissance* publié la première fois en 2006 par l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance dénonçant le « pacte écologique » (n° 1), l'extrême droite (n° 2) et le malthusianisme (n° 3) avec des articles fréquents de P. Ariès et de V. Cheynet.

L'Écologiste (www.ecologiste.org) : version française de *The Ecologist*, est le trimestriel de référence pour qui s'intéresse aux questions d'environnement, de biosphère, de climat, de peuples premiers, d'agriculture, d'économies locales, etc.

EcoRev (<http://ecorev.org>) : revue animée depuis sa création en 2000 par des militants et chercheurs écologistes qui s'opposent à « l'endormissement de l'écologie dans la gestion » et « à la dilution du paradigme écologiste dans une gauche social-libérale ». Chaque numéro est dédié à un thème en lien avec l'écologie : effet de serre (n° 3), nucléaire (n° 10), mondialisation (n° 11), consommation (n° 13), décroissance (n° 26), écologie et démocratie (n° 34)...

Entropia (www.entropia-la-revue.org) : en référence au terme grec du même nom signifiant « se retourner », cette revue qui se veut théorique, politique et même poétique aborde dans chacun de ses numéros un thème particulier de la décroissance : politique (n° 1), travail (n° 2), technique (n° 3), utilité et utilitarisme (n° 5), territoires (n° 8)...

Silence (www.revuesilence.net) : revue créée en 1982 dans le but d'explorer toutes les alternatives aux choix opérés par les décideurs de tous poils. Sont abordées, entre autres, les alternatives au nucléaire et au pétrole, à l'agriculture intensive, au téléphone portable, à la croissance, à l'éducation nationale, à l'anglais, à la voiture, à la pensée unique... La revue elle-même constitue un modèle alternatif tant dans les choix qui ont présidé à sa création que dans son histoire et son fonctionnement au quotidien.